

S.G.E.N

C.F.T.C

Syndicalisme universitaire

ECOLE et EDUCATION

82, RUE D'HAUTEVILLE, PARIS (10^e) ■ Tél. PRO 92-37 ■ 26, RUE DE MONTHOLON, PARIS (9^e)

SOMMAIRE

- P. 2 et 3. — Organisation du S.G.E.N.
Bureau national,
Comité national.
- P. 2. — Commission d'organisation, propa-
gande, formation, finances.
- P. 3. — Intendance et économi.
- P. 4. — Problèmes socio-pédagogiques.
- P. 5. — L'orientation confédérale au Com-
ité national et au Bureau national.
- P. 6. — Enseignement supérieur et recher-
che.
- P. 7. — Premier degré.
- P. 8. — Enseignement technique.
- P. 9-10-11. — Second degré.
- P. 12. — Action revendicative.

Ce journal contient un supplément « per-
sonnel non enseignant ». Après en avoir
pris connaissance, passez-le à un camarade
agent ou faisant partie du cadre de secré-
tariat ou du S.S.S.U.

FIN D'ANNÉE

AU moment où l'approche de la période des congés accroît encore la passivité politique des Français, l'esprit de ceux qui réfléchissent est moins que jamais libre de préoccupations.

En Algérie, ambiguïté caractéristique de l'époque. Tandis que se développe l'opération « Apocalypse », on voit se poursuivre une « négociation » sur laquelle nous avons, dans le Bulletin précédent, dit notre point de vue ; un récent communiqué de libéraux algérois, un article de « l'Avant-Garde », organe de l'Union marocaine du Travail, nous ont confirmé depuis dans notre attitude.

Il est évident que les responsables des destructions à Alger, pensent comme ils l'ont toujours fait, au-delà de l'Algérie : au pouvoir en métropole. Il est non moins évident que la détérioration de l'Etat — qu'ils dénoncent après l'avoir accélérée — se poursuit après les accords d'Evian : la « négociation » entre Algériens rend manifeste le fait que les forces publiques françaises n'ont pas réduit la puissance de l'O.A.S. au point de permettre le transfert à l'Etat algérien des installations publiques installées en Algérie, non par la « Communauté Européenne » issue de la colonisation, mais par la République française.

Dans cette situation, devant la menace que l'organisation factieuse fait ouvertement peser sur la liberté et la sécurité de tous les Français attachés à la démocratie, le syndicalisme demeure, aujourd'hui encore, l'ultime recours. En cette fin de

semaine, le secrétariat national du S.G.E.N. estime que les circonstances appellent une nouvelle rencontre inter-confédérale : il s'efforcera de faire prévaloir ce point de vue.

En même temps, il s'efforce de saisir les données encore imprécises des problèmes de l'enseignement en Algérie, de la participation syndicale à la coopération culturelle avec le prochain Etat africain indépendant.

Pour les toutes dernières semaines de classe, il demande que soit encore accru l'effort de vente des timbres de solidarité S.G.E.N.-U.G.T.A. : notre organisation doit tenir sa place dans un effort de solidarité qui s'élargit, puisque, d'après la C.G.I.L. italienne et la C.G.T. française, c'est l'A.F.L.-C.I.O. de New York qui vient d'envoyer à l'U.G.T.A. le produit d'une première vente de timbres syndicaux de solidarité. Nous comptons sur un nouvel effort de nos camarades : les vacances même ne devraient pas l'interrompre complètement.

P. V.



Syndicat général et réforme

nos camarades du premier degré ; ensuite parce qu'il est peu réaliste de faire la fine bouche à propos des instituteurs au moment même où l'on a quelquefois recours à des officiers en retraite, et où l'on recrute des enseignants par voie d'affiche sur les trottoirs du métro ; enfin parce qu'il y a derrière cette conception le refus de réaliser un véritable cycle d'observation. Dans notre Syndicat général, au contraire, on a pu voir dans une assemblée départementale préparatoire au Congrès des collègues du second degré demander spontanément que leurs camarades instituteurs appelés dans les lycées voient leur maximum de service diminué pour pouvoir augmenter leur qualification par des cours en facultés ou du travail personnel. Revendication qui est celle maintenant du Syndicat général.

Nous sommes plus que quiconque soucieux d'assurer à l'ensemble des enfants les maîtres aussi qualifiés que possible. C'est pourquoi, dans notre projet de réforme nos conceptions sur l'unification du cycle d'observation au niveau des élèves s'accompagnent à propos des maîtres de la mise en place d'une licence polyvalente qui constituera une élévation par rapport au niveau requis actuellement pour enseigner dans les C.E.G. Notons que nous sommes très vigilants sur le fonctionnement de nouveaux centres de formation C.E.G. et le nouveau C.A.P. C.E.G. qui pourrait constituer une étape vers la licence polyvalente.

C'est le même souci d'unification qui nous fait parallèlement demander le détachement des C.E.G. du premier degré et ceci dans un effort de clarification et d'efficacité : les C.E.G., pour leur part, les classes élémentaires pour la leur n'en feront que mieux leur travail. Un projet

de statut pour les C.E.G. est actuellement à l'étude. A ce propos, nous avons, au cours d'une audience auprès de M. Voisin, directeur de l'Organisation scolaire (2), insisté sur les points suivants :

- Nécessité d'unifier le cycle d'observation ;
- Par conséquent, nécessité de rattacher les classes de transition, sous une forme à déterminer, au cycle d'observation (compte tenu de l'effort à faire, sous forme de classe de rattrapage, dans le cycle élémentaire, pour réduire le nombre des enfants relevant de ces classes) ;
- Faire bénéficier le cycle pratique de l'expérience des C.E.T. plutôt que de les rattacher aux C.E.G.

Du côté de l'harmonisation des programmes en 4^e et 3^e, il faut se féliciter des dernières décisions prises au Ministère pour une application progressive et méthodique. En ce qui concerne l'initiation technologique (3), seuls des établissements pilotes (lycées techniques auxquels s'adjoindront lycées classiques et modernes et C.E.G. voisins) la dispenseront tandis que les lycées classiques et modernes et C.E.G. en resteront au « statu quo ». Enfin, toujours dans le sens de la fin des cloisonnements, une circulaire du Ministère va rappeler que les 4^e modernes des lycées techniques doivent accueillir non seulement les élèves des C.E.G. et des lycées classiques et modernes jugés aptes à poursuivre des études techniques longues, mais aussi ceux qui se destinent à d'autres études.

S'ils veulent être écoutés de l'opinion, s'ils veulent faire triompher leur point de vue, les enseignants doivent dépasser leurs

contradictions internes et présenter un point de vue cohérent. C'est ce que nous faisons.

J. HUICQ,
J. JULLIARD,
C. PINOTEAU,

(1) Notons ici que le caractère général de notre syndicat lui permet de poser au Ministère sans pour cela léser les intérêts des instituteurs le problème de l'accès de certaines catégories du 2^e degré dans les C.E.G. : A.E., M.A., I.P.E.S., etc., au moment où l'on parle de recruter des étudiants avec propédeutique (Voir « S.U. » n° 270 du 6 juin 1962, page 598/4).

(2) Pour le détail, voir chronique des C.E.G.

(3) Voir dans la chronique de l'E.T. de « S.U. » n° 271, page 605/3, un article de Vincelet à ce sujet et circulaire du 21 mai au B.O. du 4 juin.

Bonnes Vacances



RÉPARTITION DES FONCTIONS AU BUREAU NATIONAL

Dans sa session des 2 et 3 juin, le Comité National du S.G.E.N. a, conformément au règlement intérieur, sur proposition du secrétaire général et des secré-

tes nationaux des 1^{er} et 2^e Degrés, réparti comme suit les fonctions au sein du Bureau National élu par lui au soir du Congrès de Marseille :

Secrétaire général adjoint : MOUSEL.
Trésorier : BAZIN.
Secrétaires permanents : Mlle HUICQ, BROCARD, BOURET, PINOTEAU.
Responsables de secteurs : BROCARD (Action revendicative), NATANSON (Problèmes socio-pédagogiques), PINOTEAU (Formation, propagande et organisation générale).

Le Bureau national a porté à la connaissance du Comité national le texte ci-dessous relatif à son propre fonctionnement. Ce texte sera complété ultérieurement

en ce qui concerne les secteurs qui, jusqu'à l'adoption d'un nouveau texte, fonctionneront selon les règles établies durant l'année scolaire 1961-1962.

I. — DU BUREAU NATIONAL ET DU SECRETAIRE GENERAL

Bureau du Comité National qui est l'organisme directeur du Syndicat Général, le Bureau National maintient et, au besoin, précise l'orientation de l'activité syndicale sur l'ensemble de laquelle il garde un contrôle constant : les responsables tant de sections que d'activités générales ont le devoir de le tenir informé d'une façon permettant ce contrôle.

En conséquence, la première mission du secrétaire général est de préparer les délibérations du Bureau et d'en faire exécuter les décisions. Le secrétaire général dispose également des pouvoirs nécessaires pour :

- Diriger l'administration du Syndicat, en tenant constamment informé le trésorier ;
- Prendre, conformément aux résolutions des instances syndicales (Congrès, Comité National, Bureau National), les décisions

d'urgence qui ne peuvent attendre une réunion du Bureau.

Premier responsable du développement équilibré du Syndicat, le secrétaire général ne peut déléguer partiellement l'exercice de ses pouvoirs que dans la mesure où le Bureau National délègue l'exercice d'une partie des siens.

Dans la même mesure donc où le Bureau remet à des Commissions générales de secteur une part de l'exercice de ses responsabilités, les responsables de ces Commissions — selon des modalités propres à chacune, fixées par le Bureau — assument une partie de la tâche du secrétaire général : ils le tiennent informé afin qu'il puisse constamment veiller à ce que l'activité des secteurs réponde aux directives du Bureau National et ne dépasse point leurs compétences respectives.

II. — DU SECRETAIRE GENERAL ADJOINT

Le secrétaire général adjoint agit :

- Soit en vertu d'une délégation du secrétaire général donnée en vue d'une tâche déterminée ;
 - Soit en vertu de sa compétence personnelle ; à ce second titre :
- Il participe de plein droit aux travaux des « Commissions générales » de secteur ;
 - Il participe de plein droit aux réunions de

« secrétariat national » et aux réunions de « secrétariat commun » concernant les problèmes socio-pédagogiques ;

- A la requête du « secrétariat commun », il participe à l'examen de tout autre problème du ressort de cet organisme ;
- En cas d'absence du secrétaire général, il exerce l'intérim dans des conditions fixées par le Bureau National.

III. — DU TRESORIER

Le trésorier dispose des pouvoirs nécessaires pour :

- Contrôler l'exécution du budget en cours dont il rend compte régulièrement au Bureau en proposant les mesures exigées par la situation : par mesure d'urgence, il peut soit s'opposer à une dépense mettant en péril l'équilibre prévu en infor-

mant le secrétaire général, soit consentir avec l'accord de ce dernier à une dépense non prévue ;

- Diriger la préparation du budget à venir dont il établit le projet.

Le trésorier participe de plein droit aux travaux de Commissions générales concernant l'organisation financière du Syndicat.

IV. — DES SECRETARIATS

Organes de délibération restreinte, les secrétariats sont de trois types :

- Secrétariat national :

Lorsque le secrétaire général estime que la solution d'un problème ne peut ni être assurée par un simple échange de vues avec le responsable du secteur concerné ni attendre une réunion du Bureau National, il soumet ce problème à l'examen d'un « secrétariat national » constitué à cette fin en considération des compétences des responsables disponibles ; en cas d'extrême urgence, il peut provoquer une réunion immédiate. Il garde la responsabilité de la décision finale.

- Secrétariat commun :

Lorsque, du fait de l'existence de la Direction générale de l'Orientation et des Programmes scolaires, il se pose un problème commun aux personnels de cette Direction (et ne relevant pas de la Commission générale d'Action revendicative), les secrétaires nationaux des sections intéressées constituent un secrétariat commun. S'il s'agit de problèmes socio-pédagogiques à résoudre d'urgence, le secrétaire général adjoint

et le responsable de la Commission socio-pédagogique participent de droit à la délibération. Dans tous les cas, les secrétaires nationaux des sections intéressées peuvent appeler en consultation d'autres responsables. Aucune décision de secrétariat commun ne peut être acquise que par l'accord unanime des secrétaires des sections intéressées.

- Secrétariat de l'article 14 (du règlement pour les élections au C. N. et au Bureau adopté par le Congrès de Grenoble, le 4 avril 1953 ; E.E. du 27 avril 1953, p. 4) :

Il réunit le secrétaire général élu par le Congrès et les secrétaires nationaux du Second et du Premier Degré élus par les Assemblées générales de Degré réglementairement chargés de proposer au Comité National la liste des membres du Bureau National et la répartition des fonctions. Ce secrétariat n'a à connaître que de cette liste et de cette répartition. Pour toute répartition des fonctions postérieures à l'élection de membres du Bureau, il peut consulter ce dernier, mais en gardant la responsabilité de la proposition à présenter au Comité national.

V. — DES SECTEURS

Dans l'activité générale du Syndicat, le Bureau National peut définir des secteurs dont il charge des Commissions générales d'étudier les problèmes, d'en proposer les solutions éventuellement — dans des conditions fixées pour chaque Commission — de les mettre en œuvre.

chaque Commission est placée sous la responsabilité d'un ou plusieurs membres du Bureau. Ses conditions propres de travail seront définies par le Bureau compte tenu de l'ensemble des dispositions ci-dessus dans des annexes au présent paragraphe.

VI

Le texte ci-dessus a été porté à la connaissance du Comité National et adopté à l'unanimité. Ses dispositions entrent donc en vigueur, en même temps que la répartition des fonc-

tions entre les membres du Bureau proposée conformément à l'article 14 précité. Toute modification apportée par le Bureau sera portée à la connaissance du Comité National.

Commission d'organisation, propagande, formation, finances

Les différentes réunions qui ont eu lieu depuis quelques mois — session de trois jours à Bierville en novembre 1961, journée du 11 mars 1962, commission du congrès d'avril 1962, journée du 6 mai 1962 — ont permis de faire avancer les problèmes dans les différents secteurs d'activité qui ont été définis, comme étant ceux du ressort de la commission : organisation, propagande, S.U., formation, finances.

LA SESSION DE NOVEMBRE 1961, en posant différents problèmes, a contribué à mieux définir le domaine de la commission. Elle a d'abord montré le travail qui restait à accomplir pour réaliser toujours davantage le Syndicat Général d'une part, relié à une confédération d'autre part. Dans une seconde journée elle a étudié différents éléments du matériel de propagande tels que les vade mecum chantiers Jeunes et S.U. ; c'est pratiquement de l'étude menée à cette occasion qu'est sortie l'expérience du bulletin hebdomadaire. Dans la dernière journée, Allidières, trésorier confédéral, a présenté le service financier de la C.F.T.C. tandis que Bazin présentait le budget du S.G.E.N. et par conséquent évaluait les moyens qu'a le S.G.E.N. de réaliser sa politique (cf. article de André, S.A. de Dijon, dans S.U. 249 et compte rendu détaillé ronéoté sur demande).

LE 11 MARS 1962 un certain nombre de secrétaires académiques ou de militants délégués par leur bureau académique étudiaient autour de Bazin le projet de budget pour l'année 1962-1963, qui a été ensuite présenté à la commission du Congrès et adopté par ce dernier (documentation envoyée aux membres du Comité National).

Au cours de la COMMISSION DU CONGRES présidée par

Devarrieux, S.A. de Caen, ont été étudiés en outre S.U. : périodicité, présentation, fichier (cf. motion adoptée par le Congrès dans S.U. 266), la formation (sessions nationales et régionales, financement). Du côté de l'organisation il a été décidé de réunir un groupe de travail pour étudier les structures départementales à partir d'un texte voté par le Congrès académique de Poitiers (compte rendu détaillé ronéoté sur demande).

Le DIMANCHE 6 MAI 1962, une vingtaine de responsables de divers échelons se sont réunis pour préparer la propagande de rentrée. La circulaire sur le matériel de propagande qui en est sortie est maintenant parvenue aux S.A. et S.D. Le S.U. de rentrée a également été étudié.

La commission s'est enfin réunie à l'occasion du COMITE NATIONAL du 2 JUIN. Toujours sous la présidence de Devarrieux, elle a étudié le transfert dans S.U. d'un certain nombre de bulletins ronéotés, la composition et la diffusion d'un S.U. de rentrée et d'un Bulletin Jeunes distinct, le programme de la session nationale de Bierville, et entendu une communication du trésorier (compte rendu détaillé en voie de confection).

Notons pour terminer qu'un groupe de travail se réunit le jeudi 21 juin pour étudier le dossier du Secrétaire d'Etablissement et du S.D., que la session de Bierville comporte une option à la charge de la commission (cf. programme de la session) et qu'il faut prévoir un certain nombre de journées d'études au cours du trimestre de rentrée ou bien une session de trois jours comme celle de novembre 1961.

Le Secrétaire délégué : C. PINOTEAU.

Association d'étude pour l'expansion de la recherche scientifique

CRÉATION DU PRIX JEAN PERRIN

L'Association d'étude pour l'expansion de la recherche scientifique a reçu un don de 10 000 NF pour créer un prix « Jean Perrin » destiné à couronner des études sur les mesures administratives à prendre pour réaliser une véritable démocratisation de notre enseignement et une expansion de la recherche. Voici quelques exemples de sujets à traiter :

— Projet de réforme du statut des Universités ou des Facultés.

Etude d'un cadre juridique et financier permettant aux organismes universitaires de recherches d'obtenir le rendement le meilleur des ressources mises à leur disposition.

— Organisation, programmes, méthodes pédagogiques des enseignements du second degré ou supérieur les plus propres à stimuler l'esprit de recherche, l'imagination créatrice et la curiosité scientifique.

— Etude des structures des enseignements de second degré ou de l'enseignement supérieur suffisamment souples pour permettre une orientation continue, qui se concilie avec la sélection et l'encouragement des enfants, des adolescents et des jeunes gens les mieux doués pour la découverte scientifique ou la création.

— Organisation et contenu de ce que pourrait être un enseignement moderne de second degré apte à recueillir les leçons du passé, mais largement ouvert sur le monde contemporain et sur la science, et qui ne soit ni l'enseignement traditionnel ni l'enseignement technique.

— Structures, mécanismes moteurs, moyens nécessaires, méthodes, étapes dans le temps d'une politique d'éducation permanente de la nation, incluant la promotion de ceux qui sont déjà engagés dans la vie professionnelle ainsi que la mise à jour continue des connaissances scientifiques. Projets précis de mesures recommandées.

— Production et mise en place de moyens auxiliaires de l'enseignement scientifique : projets précis portant sur les modes d'intervention de l'Etat en matière d'édition ou de bibliothèques, y compris des programmes précis de publications souhaitables ; projets détaillés relatifs à l'utilisation de la radio, de la télévision ou des moyens audiovisuels au service de l'enseignement scientifique.

— Projets détaillés pour l'organisation nouvelle et l'administration d'une circonscription académique

— Projet d'organisation d'un établissement scolaire d'un type nouveau (recrutement, niveaux, organisation scolaire, horaires, programmes, etc.).

Les mémoires seront adressés sous forme de textes dactylographiés en quadruple exemplaire. Ils ne devront pas dépasser quinze mille mots, c'est-à-dire environ cinquante pages dactylographiées, double interligne. Ils peuvent être présentés par des individus isolés, des équipes, des institutions. Le concours est ouvert à tous, Français et étrangers. Ils doivent, comme toute la correspondance éventuelle, parvenir à l'A.E.E.R.S. (Secrétariat du Prix Jean-Perrin), 16, rue Lord-Byron, Paris (8^e), avant le 31 décembre 1962.

Le prix est de 10 000 nouveaux francs. Le jury peut le partager sous réserve qu'aucun prix partiel ne descende au-dessous de 1 000 nouveaux francs.

SESSIONS

Session nationale à Bierville du 9 au 13 septembre

Sessions régionales : Calais - Melun

Château de Martret - Romans - Benassat - Lens

(Voir le programme détaillé p. 5)

Comité national du S.G.E.N. (composition au 3-6-62)

I. - MEMBRES ÉLUS PAR LES CONGRÈS ACADÉMIQUES

Titulaires	Suppléants
AIX-MARSEILLE BOURG (Supérieur)	PAPON (Supérieur)
BESANCON MARTELET (2° degré)	ALMAND (2° degré)
BORDEAUX BIANCHI (2° degré)	BOUYGARD (2° degré)
CAEN DEVARRIEUX (2° degré)	DESCHAMPS (2° degré)
CLERMONT-FERRAND ARBITRE (Technique)	MAZATAUD (Technique)
DIJON ANDRE (2° degré)	MONTAGNON (2° degré)
GRENOBLE GIROUD (2° degré)	CHEDAL (2° degré)
LILLE SOMME (2° degré)	Mlle SINGER (2° degré)
LYON VURPAS (2° degré)	PRINGUET (2° degré)
MONTPELLIER BARBOTTE (2° degré)	FLAMANT (Supérieur)
NANCY Mlle REMY (2° degré)	BRELLE (2° degré)
NANTES CAPIT (2° degré)	MICHEL (2° degré)
ORLEANS DADOU (2° degré)	Mlle PERRET (2° degré)
PARIS REUMOND (2° degré)	Mlle HUCK (2° degré)
POITIERS GIRARD (2° degré)	TOUVIER (Technique)
REIMS LHERBIER (Technique)	HENRY (Technique)
RENNES HUET (2° degré)	TRICAUD (C.N.R.S.)
STRASBOURG HENTZ (2° degré)	SONTAG (2° degré)
TOULOUSE Mlle THERON (2° degré)	Mme MATHIS (C.N.R.S.)

II. - ÉLUS DES ASSEMBLÉES GÉNÉRALES DE DEGRÉS

A) PREMIER DEGRÉ

Titulaires
BOURET, BROCARD, CASPARD, CHARRON, GUYOT, Mlle MALAQUIN, PINOTEAU, POISSON, BESSON, BONNAFOUS, CÔNTER, FROMAGEAT, GIRARDET, HENRY, GEORGE, STENGEL, TOURNISSOU, DELBART, AMEREIN, ULRICH.

Suppléants
KUPPERSCHMITT, REITZ, HORDYCK, Mlle HERVEZ, PELABAY, ROTTNER, GRIFFOND-BOITIER, OTTMANN, BENE, Mlle FOURE, GEORGE, BAUERLE, MATHES, Mlle BERGER, MOUILLERE, Mlle ARNODO, ROYE, WIART, ADAM, GUTH, Mlle ALARY, DUCHEMIN et LALLEMENT, COUNIL, DUQUESNE.

B) DEUXIÈME DEGRÉ

a) Représentants des sections académiques, à savoir :
— les élus des congrès académiques appartenant au 2° degré, soit :

Titulaires
ANDRE, BARBOTTE, BIANCHI, CAPIT, DADOU, DEVARRIEUX, GIRARD, GIROUD, HENTZ, HUET, MARTELET, Mlle REMY, REUMOND, SOMME, Mlle THERON, VURPAS.

Suppléants
ALMAND, BOUYGARD, BRELLE, CHEDAL, DESCHAMPS, Mlle HUCK, MICHEL, MONTAGNON, Mlle PERRET, PRINGUET, Mlle SINGER, SONTAG.

— pour les sections académiques dont les élus à titre géographique n'appartiennent pas au Second Degré :

Titulaires
AIX-MARSEILLE
THIELLAY
CLERMONT-FERRAND
KUNTZ
REIMS
LADOUCE

Suppléants
BOYER
DESRUMEAUX
GRENOUILLEAU
Mlle MORIN
SERVAN
ALESI
ARWEILER
BAREIL

2° Suppléants pour C.A.
MONTPELLIER
Mlle MORIN
POITIERS
SERVAN
RENNES
ALESI
STRASBOURG (Moselle)
ARWEILER
TOULOUSE
BAREIL

b) Elus au titre de la section nationale :
Titulaires
JULLIARD
LABIGNE

Suppléants
Mlle DESLANDRES
GOULON
GUIEU
JACQUENOD

C) ENSEIGNEMENT TECHNIQUE (Lycées techniques)

— Elus des congrès académiques appartenant à l'Enseignement technique :

Titulaires
ARBITRE, LHERBIER.

Suppléants
HENRY, MAZATAUD, TOUVIER.
— Elus par l'Assemblée générale :

Titulaires
ARBITRE, COURTADE, LEFUR, LHERBIER, Mlle REUX

Suppléants
BARRE, Mlle HUICQ, LEGRAND, Mlle PELLETIER, SALVAIRE, SCHAEVERBECKE, VINCELET.

D) COLLEGES D'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE

Titulaires : BARNOUD, BENETON, JULLIEN, MARTINET, PALMI.

Suppléants : BARJON, DALIFAND, DEGRYSE, DUPONT, FALGA, Mlle LE CHARLES, MEULET, MICARD, PAPONNEAU, ROSSIGNEUX, ROUGEMONT.

E) ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET RECHERCHE SCIENTIFIQUE

a) ENSEIGNEMENT SUPERIEUR

Titulaires :
— élu de Congrès académique : BOURG (Aix-Marseille).
— élus par l'Assemblée générale : DERATHE (Nancy), GUERINDON (Rennes).

Suppléants :

— élus de Congrès académiques : FLAMANT (Montpellier), PAPON (Aix-Marseille).
— élus par l'Assemblée générale : Mlle DELAPORTE (Paris), Mlle RICHEL (Paris), AYCOBERRY (Clermont), BARBUT (Paris), DUBOIS (Paris), DUPEYRAT (Reims), FRENKEL (Strasbourg), GONNAUD (Lyon), HAMEL (Paris), LOVIE (Grenoble), MARROU (Paris), MEULEAU (Paris), ROUAULT (Paris).

Facultés de droit et des sciences économiques :

La représentation du personnel enseignant de ces Facultés sera désormais assurée par la création d'un poste de titulaire pour LAVAU (Paris) et d'un poste de suppléant pour BROCHIER (Grenoble).

b) RECHERCHE SCIENTIFIQUE

C.N.R.S. chercheurs

Titulaire :

— élue par l'Assemblée générale : Mlle YON (Paris).
Suppléants :
— élus de Congrès académiques : Mme MATHIS (Toulouse), TRICAUD (Rennes).
— élus par l'Assemblée générale : Mlle DELAPORTE (Paris), HADOT (Paris), Mme SADRON (Strasbourg).

C.N.R.S. personnels techniques et administratifs

Titulaire

— élue par l'Assemblée générale : Mme de MANTOFF (Paris).

Suppléants

— élus par l'Assemblée générale : Mlle BAYLE (Paris), BERNARDIN (Paris), CASPARD (Bellevue), HALPERN (Orsay), MAECHLER (Strasbourg), MIANE (Marseille).
Un poste de titulaire et un poste de suppléant seront créés pour la section du Centre National de la Recherche Agronomique. Il en sera de même pour toutes sections d'Instituts de Recherche autres que le C.N.R.S.

F) PERSONNELS NON-ENSEIGNANTS

Titulaires :

Intendance : DARAGON.
Personnels médico-sociaux : Mme FAY, Mlle BATAILLON
Personnels de secrétariat : Mlle PELABAY, DISSERT
Agents de service : BOISSIERE, OBRE

Suppléants :

G) ORIENTATION SCOLAIRE ET PROFESSIONNELLE

Titulaire : HEUDIER — **Suppléant** : Mlle LATREILLE.

H) ECOLES NORMALES SUPERIEURES

Titulaire : ANDREAU — **Suppléant** : MERCIER.

I) RELATIONS CULTURELLES

Titulaire : Mme DAVID — **Suppléants** : JOLIVET, PRALLET.

(A la rentrée 1962-63, la représentation de la section sera augmentée de représentants du personnel de Coopération Culturelle en Algérie).

III. - ÉLUS PAR LE CONGRÈS EN SÉANCE PLÉNIÈRE

Titulaire VIGNAUX.

Suppléants : BAZIN, BRANCIARD, CHOPELIN, CULOT, GOUNON, MOUSEL, NATANSON, PROST, Mlle SERRIER.

ARCHIVES, BIBLIOTHEQUES, MUSEES

Les représentants titulaires et suppléants de ces sections seront indiqués ultérieurement.

TITULARISATIONS

Le Comité National a élevé au rang de titulaires les membres suppléants ci-dessous :
Mlle GILSON, MOUSEL, ROUAULT.

INTENDANCE ECONOMAT

INTENDANTS

Intégrés en 2° classe avec quelques modifications sur les conditions d'ancienneté.

Recrutement par liste d'aptitude dans la limite du 1/8° (au lieu du 1/6°) des emplois parmi les Attachés ayant 21 ans de service (au lieu de 40 ans d'âge).

COMMENTAIRES

— Aucune amélioration mais nombreuse diminution des avantages.

— Ce statut applicable au 1^{er} mai 1961 ne fait pas mention des nouveaux grades et des nouveaux indices au 1^{er} janvier 1962.

— Les tableaux présentant l'intégration au 1^{er} mai 1961 sont donnés pour les Intendants, Economes et Sous-Intendants mais rien n'est encore indiqué pour les A.S.E.

Nous suivons l'affaire de près et de nouvelles interventions ont lieu à l'échelon national.

Il n'est pas exclu qu'une action soit nécessaire à la rentrée. En effet, si le statut applicable au 1^{er} mai 1961 est alors paru, il faudra l'appliquer... mais il faudra aussi obtenir la publication de textes relatifs aux grades et indices prévus pour le 1^{er} janvier 1962.

Pour être efficace cette action devrait regrouper l'ensemble des organisations. Quelle sera alors l'attitude du S.N.E.S. et du S.N.I.E. qui n'ont pas répondu à notre récente proposition ?

STATUT de l'INTENDANCE UNIVERSITAIRE

Le projet de statut de l'Intendance Universitaire, retour des Finances, a été transmis au Conseil d'Etat.

Un texte soumis aux Finances y subit en général des modifications qui vont plutôt dans le sens d'une aggravation des mesures prévues initialement. Qu'en est-il ?

SECRETAIRES D'INTENDANCE UNIVERSITAIRE (ex A.S.E.)

Recrutement : Les candidats recrutés au choix par liste d'aptitude parmi les fonctionnaires de la catégorie C. devront être âgés de 40 ans au moins et compter 15 ans d'ancienneté (au lieu de 10) dont 5 à l'Education Nationale.

Dispositions transitoires : Le recrutement par concours interne ouvert aux commis et sténodactylographes sera possible pendant deux ans (au lieu de 5).

L'examen professionnel d'économiste est maintenu pendant 5 ans. Pourront s'y présenter les secrétaires d'intendance parvenus au 7° échelon (au lieu du 6°).

Pendant 5 ans les ex-A.S.E. pourront se présenter au concours externe d'Attachés avec limite d'âge de 40 ans (rien n'était prévu).

Il est fait état du reclassement au 1^{er} janvier 1960 en application du décret du 27 février 1961, reclassant le cadre B.

ATTACHES D'INTENDANCE UNIVERSITAIRE (ex Economes et S.I.)

Les Attachés sont répartis en 4 grades : Attachés principaux, Attachés de classe exceptionnelle, Attachés de 1^{re} classe, Attachés de 2^e classe. Les Attachés principaux sont seuls obligatoirement chargés de gestion.

Pour les fonctionnaires les mieux notés la durée moyenne dans chaque échelon peut être réduite sans pouvoir toutefois être inférieure à 18 mois lorsque la durée moyenne est de 2 ans, à 2 ans et 3 mois (au lieu de 2 ans) lorsque cette durée est de 3 ans.

Les candidats nommés Attachés principaux conservent dans la limite de 2 ans l'ancienneté qu'ils avaient acquise dans leur ancien échelon (avant pas de limite).

A titre personnel, les Sous-intendants et les Economes en fonction à la date de publication du décret et intégrés en qualité d'Attachés d'In-

tendance continueront à pouvoir accéder au grade d'Intendant par inscription sur une liste d'aptitude s'ils justifient des conditions de titres et s'ils sont parvenus au 2° échelon de la 2° classe (au lieu du 5° échelon) ou, en cas d'impossibilité de pourvoir aux vacances d'emploi, s'ils sont parvenus au 6°.

PRIX Jean PERRIN

Voir page 2

Congrès de Marseille 14-17 avril 1962

Rapport de la sous-commission sur l'enseignement des mathématiques

Une sous-commission sur l'enseignement des mathématiques dans le second degré s'est réunie au Congrès de Marseille au sein de la commission des problèmes socio-pédagogiques.

Les propositions de cette sous-commission constituent un cadre qu'il convient maintenant de remplir : ce doit être l'un des buts des commissions pédagogiques pendant les deux années à venir ; d'autre part, il faut aborder les questions relatives à l'enseignement des mathématiques dans le premier degré, qui n'ont pu être étudiées à Marseille faute de temps.

Le cadre tracé à Marseille pourra étonner certains de nos collègues par son aspect novateur ; il a le mérite d'avoir été proposé par des professeurs enseignant effectivement dans toutes les classes du second degré, et s'appuyant sur des expériences partielles qu'ils ont personnellement menées.

Marc BARBUT.

Le pilier mathématique

Les mathématiques doivent pour l'essentiel être enseignées dans le secondaire comme instrument de communication. Cela implique que les programmes, contrairement à ce qui est enseigné jusqu'ici sous le nom de mathématiques, comportent réellement des mathématiques (parfois dite « moderne ») et soient fortement charpentés sur le squelette de celles-ci : l'algèbre. Cet enseignement doit se faire en liaison avec ceux des deux autres « piliers » (linguistique et économique-civique), à partir des réalités con-

crètes que les « modèles » mathématiques représentent, et avec de constants retours à ces réalités.

(Les propositions sommairement esquissées ci-dessous reprennent, dans leur ensemble, celles de l'Association des professeurs de mathématiques. Pour un exposé détaillé, et en particulier la répartition des matières enseignées entre les différentes classes, se reporter aux bulletins numéros 209, 214 bis, 215, 216, 217, 222 de l'A.P.M.)

I. — CONTENU DU PILIER MATHÉMATIQUE

Sixième, cinquième. Codification progressive de manipulation et d'opérations usuelles : introduction de la grammaire des ensembles et de l'arithmétique. Dénombrements élémentaires. Représentations graphiques. Notion générale de correspondance et de fonction.

Statistique descriptive : cet enseignement se donne sans aucune théorie abstraite, et avec de nombreux exemples concrets.

Quatrième, troisième. Initiation aux mathématiques : les structures algébriques fondamentales :

Ordre et classification. Algèbre des ensembles, groupes, anneau des entiers et corps des rationnels.

A ce niveau, on insiste surtout sur la création d'un langage avec son alphabet (les symboles et les signes employés), sa syntaxe. La puissance de ce langage comme outil de communication résulte de la pauvreté de la syntaxe.

Éléments de mathématiques appliquées : géométrie plane, en dissociant les aspects combinatoires des propriétés métriques.

Deuxième, première et classe terminale. A partir de ce niveau, séparation entre programme scientifique et programme littéraire.

a) Scientifiques, début d'initiation à la méthode expérimentale (physique).

Approfondissement de l'algèbre. Réels et complexes ; algèbre linéaire.

Fonctions numériques élémentaires : linéaire, exponentielle, logarithme, puissance. Éléments d'analyse et de théorie de la mesure (tout ce qui implique la continuité ne sera enseigné qu'en dernière année ; par contre, les nombres complexes peuvent être introduits en première).

Mathématiques appliquées : géométrie plane et de l'espace (en particulier analytique). Éléments mécaniques.

Éléments de calcul des probabilités et de mathématiques de la décision.

Il y aurait sans doute lieu de créer, à côté de la math.-élém. à dominante géométrique une math.-élém. à dominante d'analyse.

Horaires : 5 heures effectives en seconde et première, 9 heures en math.-élém.

b) Littéraires : le programme des littéraires se distingue de celui des scientifiques essentiellement par :

L'absence de géométrie ;

Un accent plus fort sur les structures algébriques (en particulier, ensembles ordonnés) surtout les structures finies et la combinatoire.

Dans les classes littéraires le cours de mathématiques pourrait être une option facultative mais avec un horaire qui permette de donner un bagage solide (4 heures).

II. LIAISON AVEC LES AUTRES PILIERS

Cette liaison sera réalisée par un choix convenable des exercices et des domaines d'application dans lesquels ils sont pris.

Avec l'enseignement des langues : c'est essentiellement une initiation à l'algèbre qui permet la liaison (cf supra) ; mais il faut aussi penser à la sémantique et à la traduction comme exemple de correspondance. La statistique des mots, lettres, etc... d'une langue fournissent un matériel statistique concret.

Avec l'enseignement socio-économico-politi-

que : l'algèbre linéaire est riche en possibilités de coordination ; par exemple on ne se borne pas à parler des vecteurs géométriques mais de ceux que chacun trouve tous les jours dans son journal : des colonnes de nombres entre lesquelles certaines opérations sont licites.

Mais d'autres applications sont utiles à connaître : algèbre des votes (analyse combinatoire, problèmes de dénombrement), décision collective et décision en situation d'incertitude (structure d'ordre partiel, calcul des probabilités) etc...

III. MESURES TRANSITOIRES

a) Il est nécessaire que soit créé en France un enseignement expérimental pour éprouver des méthodes et programmes nouveaux.

b) Aucune réforme n'est possible sans un effort considérable pour la mise à jour des connaissances des enseignants.

Cela suppose :

1) la rédaction de manuels pour les pro-

fesseurs leur faisant connaître non seulement l'état actuel des mathématiques mais les applications de celles-ci.

2) l'instauration d'années sabbatiques, prises en charge par le Ministère et obligatoires.

3). que le ministère favorise au lieu de les ignorer les efforts de l'Enseignement supérieur pour « recycler » le personnel enseignant.

DERNIÈRE HEURE :

Nous publions in extenso le décret paru au J.O. du samedi 16 juin. La Commission des Problèmes socio-pédagogiques et le Secrétariat commun en étudieront ultérieurement les conséquences.

Décret n° 62-671 du 14 juin 1962 modifiant certaines dispositions du décret n° 59-57 du 6 janvier 1959 portant réforme de l'Enseignement public.

Article premier. — Les articles 5 et 24 du décret du 6 janvier 1959 susvisé sont abrogés et remplacés par les suivants :

« Art. 5 nouveau. — Le cycle terminal fait

I. PROPAGANDE

Le C.N. recommande aux académies de faire connaître les positions pédagogiques du S.G.E.N. en diffusant à tous les collègues sous forme de tract la motion finale du congrès de Marseille « Déclaration des universitaires ».

Il suggère également qu'il serait opportun de faire connaître nos positions aux administrateurs et de diffuser auprès d'eux l'encart spécial — Réforme, Rénovation, Démocratisation.

Il charge la commission des problèmes socio-pédagogiques de réaliser pour la rentrée scolaire une brochure destinée à faire connaître les positions pédagogiques du S.G.E.N.

II. PROGRAMME DE RECHERCHES

Le Comité National charge la commission des problèmes socio-pédagogiques de mettre à l'étude les problèmes suivants en vue du prochain congrès.

Conclusions du Comité National

1. Contenu précis des programmes des divers degrés.

2. Méthodes pédagogiques.

3. Discipline et organisation des établissements.

4. Structure des secteurs géographiques et carte scolaire.

5. Situation de l'école dans la société moderne.

6. Organisation de l'année scolaire et problèmes des vacances.

7. Organisation des contrôles et examens.

8. Formation des maîtres.

Les commissions pédagogiques académiques, départementales ou locales prépareront sur les problèmes qu'elles auront choisi d'étudier de solides rapports sur lesquels s'engagera la réflexion à l'échelle du syndicat. La commission pédagogique est chargée de coordonner le travail des diverses commissions et d'organiser la discussion de leurs conclusions à l'échelle du syndicat tout entier.

QUESTIONNAIRE

Nous vous proposons ce questionnaire en vous demandant de répondre à l'ensemble des questions ou à celles qui vous intéressent, mais nous vous prions de grouper sous quatre rubriques vos réponses pour faciliter le dépouillement et d'utiliser une feuille séparée pour chaque rubrique. Voir ci-dessous.

A) Structures nouvelles

1. Des classes de lycées (6^e et 5^e) ont-elles été « délestées » ? Combien ?

2. Combien d'unités d'observations dispersées ont-elles été créées dans votre ville ?

3. Combien de C.E.G. urbains ont-ils été créés ou sont-ils en voie de l'être ? (classes de 4^e prévues au lycée ou en C.E.G.)

4. Combien de classes d'observation ou d'enseignement court ont-elles été ajoutées ou créées dans les C.E.G. ruraux ?

5. Combien de classes de seconde terminale dans les C.E.G. et de seconde d'accueil dans les lycées ont-elles été créées.

B) CYCLE D'OBSERVATION

1. ORGANISATION ADMINISTRATIVE

LES CONSEILS

a) Les conseils de classe fréquents vous ont-ils été profitables ? Comment les concevez-vous ? Y a-t-il un programme précis pour chacun d'eux ?

b) Les conseils d'orientation : n'avez-vous eu avec les membres de ces conseils qui n'appartiennent pas à votre établissement que des rapports purement académiques ? Ou ont-ils donné lieu à des échanges fructueux ? De façon générale, que pensez-vous du travail qui se fait dans ces conseils aux différents échelons ?

c) Les réunions de parents : quelle est leur fréquence ? Quels sujets y traitez-vous ? Les familles les apprécient-elles et donnent-ils lieu à de réels échanges avec elles ? Quel intérêt, quelles difficultés y avez-vous trouvés ?

LE PROFESSEUR PRINCIPAL ET ANIMATEUR

a) Tâches matérielles : les jugez-vous trop lourdes ?

b) Responsabilités (coordination entre collègues, rapports avec les familles et l'administration) : les estimez-vous délicates ?

Faites part de vos suggestions en ce domaine.

ORIENTEURS ET TESTS

a) Quels contacts avez-vous eus avec les orienteurs ? Avez-vous fait passer des tests à vos élèves ? Sous quelle forme (pour toute la classe ou pour des élèves isolés) ?

b) Les résultats de ces tests vous ont-ils apporté des éclaircissements utiles ?

2. ORGANISATION DU TRAVAIL

LE TRIMESTRE D'ORIENTATION EN SIXIÈME

a) A-t-il été utile à vos élèves ?

En particulier, les professeurs de lettres apprécient-ils de ne commencer l'étude du latin qu'en janvier, une fois les bases grammaticales bien assurées en français ?

Constatez-vous que vos élèves de cinquième ont pris de ce fait du retard en latin par rap-

port à ceux des cinquièmes antérieures, ou sont-ils parvenus à un niveau analogue ?

b) Les élèves ont-ils changé de section en janvier dans votre établissement ? A la demande des familles ou sur l'avis du conseil de classe ? Sur quels critères celui-ci s'est-il fondé ? Quelle proportion est passée de moderne en classique ou inversement ? Comment ont été résolues les difficultés d'adaptation à une nouvelle classe après trois mois de scolarité ? Que proposeriez-vous ?

GROUPES DE TRAVAIL

a) Quand estimez-vous qu'ils doivent être placés dans l'emploi du temps de la classe ? Trouvez-vous souhaitable de les former selon la force de vos élèves ? Si oui, avez-vous pu le réaliser ?

b) Comment concevez-vous ce travail par groupes ? Comme des séances de rattrapage ? Comme un cours où, étant donné le moins grand nombre d'élèves, on peut donner des explications préalables ou postérieures à une leçon difficile ? Comme des séances d'exercices d'application ? Dans ce cas, donnez-vous des exercices différents selon le niveau et la rapidité de chaque élève ? Partagez-vous chaque groupe en équipes ayant leur travail propre ? Faites-vous faire les mêmes exercices à tous ?

3. QUESTIONS DIVERSES

ET CONCLUSIONS D'ENSEMBLE

a) Jugez-vous préférable que la même équipe de professeurs suive les élèves pendant les deux années du cycle d'observation ? Avez-vous pu le réaliser ?

b) Quelles méthodes pédagogiques, dans l'enseignement de votre discipline, vous paraissent le mieux convenir à déceler les aptitudes de vos élèves ?

c) Bref, estimez-vous que l'organisation actuelle du cycle d'observation vous a permis de mieux connaître vos élèves ? Pouvez-vous juger avec plus de certitude la section pour laquelle ils vous semblent avoir les aptitudes requises ? Quelles transformations préconisez-vous ?

Les réponses sont à renvoyer au S.G.E.N. par l'intermédiaire de votre secrétaire académique et éventuellement par l'intermédiaire de votre secrétaire départemental.

suite au cycle d'observation ou à l'enseignement de deux ans qui complète le cycle élémentaire pour les élèves n'entrant pas au cycle d'observation. Sa durée est de deux ans.

« Son programme assure une formation générale de caractère concret.

« Le cycle terminal est sanctionné par un diplôme de fin d'études obligatoires.

« La formation professionnelle définie à

l'article 31 ci-après est ouverte aux élèves qui ont accompli leur scolarité soit jusqu'à la fin de la quatrième année après le cycle élémentaire, soit jusqu'à l'âge de seize ans ».

« Art. 24 nouveau. — Le contenu des sections prévues aux divers titres du présent décret peut être modifié par arrêté du ministre de l'Éducation nationale, après consultation des organismes compétents. »

L'ORIENTATION CONFÉDÉRALE au Comité national et au Bureau national

(2-17 juin)

Dans sa session des 2 et 3 juin, le Comité national du S.G.E.N. a examiné l'état du problème de l'orientation confédérale au lendemain du Congrès du S.G.E.N. et du Comité confédéral des 28 et 29 avril.

Caspar, délégué titulaire du S.G.E.N. au Conseil confédéral a présenté une analyse de la situation ; plusieurs membres du Comité, militants d'U.D. sont intervenus. Concluant l'échange de vues, le secrétaire général a rappelé le sens des délibérations du Congrès de Marseille, du rapport d'orientation qui y a été approuvé et la résolution adoptée.

Plusieurs membres du C.N. dont Kuntz (Clermont-Ferrand), avaient signalé à l'attention du B.N. la diffusion dans les U.D. d'un manifeste-programme pour la C.F.T.C. signé par des dirigeants d'organisations confédérées. Il leur a été répondu que :

— d'une part, les positions du S.G.E.N. sur l'ensemble des problèmes abordés dans ce document ont été confirmées et précisées dans la déclaration du XXV^e anniversaire (« S.U. » N° 266) ;

— D'autre part, l'ensemble des problèmes actuellement vus pour le mouvement syndical a été traité dans la résolution du XXXI^e Congrès confédéral sur les responsabilités nationales et internationales de la C.F.T.C. (publiée dans « S.U. » du 21 juin 1961), résolution à laquelle le S.G.E.N. entend demeurer fidèle en l'opposant éventuellement aux équivoques d'un « manifeste-programme » qui se présente et prétend se fonder sur un « rappel de principes » inscrit dans l'article 1^{er} des statuts confédéraux.

Dans sa réunion du 14 juin, le Bureau National a examiné le rapport préparé par la Commission confédérale d'orientation pour le Conseil confédéral des 21-23 juin : en l'absence de Caspar, Vignaux, délégué suppléant du S.G.E.N. au Conseil, a présenté ce document au Bureau. Celui-ci, au cours d'un long échange de vues a déterminé la position du représentant du S.G.E.N. au Conseil confédéral.

Satisfait de voir la Commission

envisager la poursuite de l'évolution confédérale par une délibération des organisations confédérées sur l'ensemble des problèmes syndicaux, approuvant l'orientation d'ensemble du document confédéral, le B.N. a unanimement estimé qu'au cours du débat devraient être rappelées les positions de C.N. confirmées et précisées en Congrès, à savoir :

1. Impossibilité d'infléchir les attitudes C.F.T.C. vers des attitudes du type C.G.T.-F.O. ;

2. Impossibilité de répondre au défi communiste sans combattre le néo-capitalisme comme l'exige la résolution du XXXI^e Congrès citée plus haut ;

3. Nécessité d'opposer au thème néo-capitaliste de « la fin de l'idéologie », une nouvelle idéologie syndicaliste fondée sur la critique des formes les plus modernes de la société industrielle occidentale ;

4. Impossibilité d'échapper à la gravité des problèmes nationaux, à commencer par celui de la dégradation de l'Etat et de la démocratie, en exposant la « dimension internationale », spécialement « européenne » des problèmes syndicaux ;

5. Nécessité de lier la reconnaissance par le mouvement ouvrier de l'importance des problèmes de l'Université (service, maîtres, étudiants) au développement du syndicalisme enseignant confédéré, lui-même orienté vers un socialisme démocratique par l'analyse de la condition de l'Education Nationale et de la Recherche, ainsi que de l'ensemble du secteur public dans une économie mixte où le secteur d'entreprise privé continue, dans la structure néo-capitaliste, à jouer un rôle dominant ;

6. Constatation que, dans le développement démocratique du débat engagé, la « déconfessionnalisation de la terminologie confédérale » pour laquelle s'est prononcée le Congrès de Marseille vient logiquement en conclusion de l'examen des problèmes ci-dessus, dans l'esprit indiqué.

L'ensemble de cette attitude a été défini dans la résolution qui sera communiquée aux syndiqués après la délibération du Conseil confédéral.

A propos des incompatibilités politiques et syndicales

Plusieurs délégués du C.N. s'étant étonnés d'informations de presse présentant Théo Braun récemment élu au Conseil général du Bas-Rhin et à la Commission exécutive du M.R.P. comme vice-président de la C.F.T.C., il a été immédiatement précisé que dès son élection au Conseil général, Théo Braun avait, selon la règle, donné sa démission de membre et de vice-président du Bureau Confédéral.

Le C.N. a estimé nécessaire que ce fait soit porté à la connaissance de tous les syndiqués.

CARNET FAMILIAL

Nous avons reçu l'annonce des naissances de :

- Marie-Françoise ALAMICHEL, à Massy (S.-et-O.), le 7 mai.
- Bernadette FLORCZAK-PALUSZKIEWICZ, à Denain, le 12 février.
- Pascale PELET, à Saint-Jean-de-Maurienne, le 28 mars.
- Xavier HAMON, à Clamecy, le 23 mars.
- Danièle BONVIN, à Lille, le 9 février.
- Christine et Claire BONNAFOUS, à Bondy, le 2 mars.
- Hélène AYMARD, à Albi, le 19 mars.
- Pierre DUSSIN-WOLINSKY, à Paris.
- Philippe DEVALLEY, à Rennes, le 4 février.
- Véronique BEAU, à Nantes, le 2 janvier.
- François BERLAND, à Villefranche-sur-Saône, le 25 mars.
- Christophe HEMERY, à Sainte-Colombe-Vienne, le 7 avril.
- Nicole POUZIN, à Sao Paulo, le 10 avril.
- Jean LASSEGUE, à Paris, le 27 avril.
- Emmanuelle MONDOU, à Montreuil, le 5 juin.

Ainsi que du quatrième enfant de notre camarade PALGA, responsable S.N.C.E.T. de l'Académie d'Orléans.

- On nous fait part des mariages de :
- Mlle Michelle COSTAZ avec M. Henri LOUCHEL, agrégé de l'Université, Lyon, le 23 avril.
 - Mlle Madeleine BURNER avec le docteur Claude PRASLON, Ile-Saint-Denis, le 3 mars.
 - Mlle Thérèse GROS avec M. Robert DUGUERY, entrepreneur de travaux publics à Malgny (Côte-d'Or).
 - Mlle Josette DELALLAL avec M. Paul FOURNIER, tous deux professeurs à Alger, le 16 décembre 1961.
 - Mlle Françoise SINJON avec M. Daniel MELHAC, à Paris, le 12 avril.
 - Mlle Josette MOLLARD avec M. Jean CHAMBOLE.

— SCHMUTZ, connu aussi bien dans le Bas-Rhin qu'au plan national, à la Commission des Jeunes et à celle de l'Enfance inadaptée.

A tous, nos sincères félicitations.

— André JEAN, chef d'atelier au C.E.T. Frédéric-Mistral, de Marseille, est décédé à la suite d'une grave maladie. Nous présentons à son épouse et à ses trois enfants l'assurance de notre profonde sympathie dans leur deuil.

— Deux autres de nos camarades, membres du Comité national, viennent également d'être éprouvés par la perte d'un être cher : Paul DEGRYSE, directeur à Tourcoing, en la personne de sa mère ; André ROUGEMONT, P.E.G. à l'E.N.N.A. de Lyon, en la personne de son beau-père. Nous les assurons de notre vive participation à leur peine.

Nous présentons à nos camarades dans la peine et à leurs familles nos très sincères condoléances.

Nous avons appris avec consternation la mort, après une longue maladie, de Suzanne Rousselet, épouse de notre camarade Jean Rousselet, assistant à la Faculté des Lettres de Nancy, secrétaire académique du S.G.E.N.

Ancienne élève de l'Ecole Normale Supérieure de Fontenay, beaucoup d'entre nous, parmi les plus jeunes, la connaissaient. Ils savent quelle générosité, quelle intensité de vie et d'intelligence il y avait en elle.

Que Jean Rousselet sache combien nous sommes avec lui dans sa grande peine ; qu'il trouve ici l'expression de notre amitié fraternelle.

FORMATION

SESSIONS DE SEPTEMBRE 1962

1. - Session nationale du 9 septembre au 13 septembre à Bierville

1^o DATES : Grâce à la compréhension des responsables confédéraux, nous avons donc obtenu Bierville du dimanche 9 septembre midi jusqu'au jeudi 13 septembre à midi. Ces dates semblent laisser un délai suffisant pour « se retourner » avant la rentrée. Mais surtout, les conditions de travail et de logement sont à Bierville très supérieures à ce que nous pouvons trouver ailleurs.

2^o PROGRAMMES :

DIMANCHE 9 APRES-MIDI	Présentation de la session : Pinoteau. — Déconfessionnalisation (introduction historique, histoire de la C.F.T.C., problèmes actuels) : Clad et un confédéral.
LUNDI 10 MATIN	Action revendicative ; travail en commissions de catégories, notamment jeunes, avec Brocard et secrétaires de degré.
LUNDI 10 APRES-MIDI	Problèmes de la société industrielle (régime politique, nature actuelle des problèmes socio-pédagogiques, rôle des syndicats et des partis, décolonisation).
MARDI 11 MATIN	Démocratisation et réforme (enseignement et profession, carte scolaire et aménagement du territoire, lignes de recherche).
MARDI 11 APRES-MIDI	3 OPTIONS (1) Organisation, propagande et finances (trésoreries académiques et départementales, rapports avec les U.D., rôle des secrétaires d'établissement et de sous-section).
MERCREDI 12 MATIN	Laïcité et démocratisation : Natanson. Loi de séparation et loi Debré.
MERCREDI 12 APRES-MIDI	Introduction aux problèmes européens.
JEUDI 13 MATIN	Le S.G.E.N. dans la conjoncture actuelle : « Pour un socialisme démocratique », par Julliard.

3^o REMARQUES IMPORTANTES.

Rappelons qu'il s'agit d'abord pour des jeunes « ou des moins jeunes » (!) qui ont déjà une information sur le syndicalisme acquise soit dans une session régionale, soit dans l'action, de prendre mieux conscience de l'importance et de la complexité des problèmes posés au syndicalisme de 1962.

— Mais pour tous et notamment pour ceux qui doivent prendre une nouvelle responsabilité à la rentrée scolaire, la session nationale de septembre est une occasion de **préparation directe** (Cf. la demi-journée sur l'action revendicative et les deux jours sur l'organisation, la propagande, les finances) et de **contacts fructueux** (notamment échange d'expériences entre militants) particulièrement utiles à quelques jours de la rentrée.

— Il est demandé aux **secrétaires académiques et départementaux** de rechercher personnellement les participants possibles à cette session, d'abord par des circulaires envoyées sous le timbre académique ou départemental, puis par des lettres personnelles qui sont souvent indispensables pour décider les collègues. Mais que les collègues intéressés n'hésitent pas à écrire à leurs responsables pour voir avec eux si cette session leur convient. Soixante participants sont prévus, soit 4, en principe, par académie.

Des bulletins d'inscription et des feuilles de programme et de renseignements pratiques ont été envoyés aux S.A. et S.D., ainsi qu'aux collègues déjà inscrits. Demander bulletins et feuilles au S.G.E.N., 82 rue d'Hauteville.

4^o CONDITIONS FINANCIERES.

— En principe quatre voyages par académie vont être remboursés par le plan national avec péréquation possible si toutes les places d'une académie ne sont pas occupées.

— Prix du séjour : 12 NF environ par jour.

II. - Sessions régionales

1^o EN JUILLET

SESSION DE CALAIS

Comme tous les ans, le S.G.E.N. organise une session de formation et d'information syndicale à Calais.

Cette session est destinée aux adhérents qui désirent connaître les problèmes de l'Education nationale et du syndicalisme en général.

La session débutera le **mercredi 4 juillet** au soir, et se terminera le **dimanche 8 juillet** au matin.

Adhésions à Mlle Ghis'aïne Mathon, directrice, école Saint-Exupéry, Lallaing (Nord).

SESSION DE MELUN (S.-et-M.)

En bordure de la forêt de Fontainebleau, du 4 au 7 juillet inclus.

Séjour : 40 NF tout compris. Inscription : 10 NF. Possibilités de réduction pour la catégorie Jeunes.

AU CHATEAU DE MARTRET

à Pouilloux, par Ciry-le-Noble (Saône-et-Loire), tél. : 2 à Pont-des-Vernes, session de formation et d'information syndicale, du 4 juillet au soir au 7 juillet midi.

Renseignements à H. Tournissou, 19, rue Burdeau, Lyon (1^{er}).

Cette session est ouverte aux **jeunes collègues de tous les degrés**, désireux de mieux connaître les problèmes syndicaux.

A ROMANS

du 15 juillet au soir au 19 au matin. Maison des Jeunes. S'inscrire auprès de Busson, instituteur à Saint-Vallier (Drôme).

2^o EN SEPTEMBRE

SESSION DE BENASSET (Vienne)

(Académie de Poitiers)

Session de formation du 6 septembre, midi, au 8 septembre, midi.

Cette session est ouverte aux jeunes collègues de tous les degrés désireux de mieux connaître les problèmes syndicaux.

Renseignements à Touvier, 53, boulevard Pont-Achard, Poitiers.

Frais de séjour : 9 NF par jour. Apporter seulement des draps.

A LENS (Pas-de-Calais)

Les 13 et 14 septembre, dans les locaux de la C.F.T.C., rue Diderot, journée d'initiation civique et syndicales, à laquelle sont invités les jeunes ou futurs enseignants syndiqués ou non. Demander des invitations à Coutaux, 53, rue V.-Hugo, Lens.

(1) Ces trois options avec notamment P. Belleville, Boutet, Branciard, Brocard, Cazes, Clad, Gournil, Faye, Julliard, Heudier, Lecolier, Natanson, Prallet, Prost, etc.

(2) On peut prévoir, après une demi-journée d'introduction, une demi-journée consacrée aux « secrétaires d'établissement » et « secrétaires de sous-sections », une demi-journée consacrée aux U.D.-U.L. (avec Kuntz), une demi-journée consacrée « aux trésoreries académiques et départementales ». L'ensemble étant animé par la Commission générale d'organisation et de propagande.

LE PLAN DE CONJONCTURE 1960-1961 DU C.N.R.S. (Sciences exactes)

par M. VACHON

professeur au Muséum d'histoire naturelle

Les rapports de conjoncture ont pour but essentiel de donner un aperçu des préoccupations des différents secteurs de la Recherche et plus spécialement de ceux ayant trait à la vie économique du pays. Ils donnent aux responsables hiérarchiquement supérieurs de la Recherche l'avis de ceux qui, membres de l'Université ou du C.N.R.S., sont eux-mêmes des chercheurs et connaissent les résultats heureux, passés, présents et à venir de cette Recherche.

Faisant l'inventaire des besoins particuliers dans les différentes disciplines, ils orientent l'action

des sections du Comité national, activent l'élaboration de certains projets, de certaines réformes souhaitables, et aident à leur réalisation.

Le premier rapport national de conjoncture, document de 450 pages, a été publié en mars 1960, et l'exposé qui suit tient compte des conclusions de ce premier rapport auxquelles s'ajoutent quelques suggestions nouvelles parues dans le rapport 1961-62. Nous ne parlerons que de ce qui se rapporte aux sections des Sciences exactes et naturelles, dont le nombre est de dix-neuf.

En ce qui concerne les sections I, II et III (MATHÉMATIQUES PURES, THÉORIES PHYSIQUES, PROBABILITÉS ET APPLICATIONS, MÉCANIQUE GÉNÉRALE ET MATHÉMATIQUES APPLIQUÉES) l'expansion spectaculaire des branches scientifiques et mathématiques, en particulier, a entièrement bouleversé prévisions et projets. Une vue même superficielle des besoins des différentes sections et disciplines montre une certaine similitude entre ces besoins. C'est ainsi qu'en mathématiques appliquées, les problèmes de recrutement du personnel, des statuts du personnel, des locaux et de leur équipement ainsi que ceux des publications, sont à peu de choses près, identiques à ceux des autres secteurs. Toutefois, le souhait primordial pour la section des mathématiques, est la création d'un « Centre provincial » de recherches et de travail pour mathématiciens. Il serait aussi nécessaire de donner aux chercheurs les moyens financiers d'assister à des congrès, et de créer une revue française de « poids international » dans le domaine de la Physique théorique.

En ASTRONOMIE, ASTROPHYSIQUE, PHYSIQUE DU LOBE, il est indispensable de développer tous les secteurs, de favoriser les échanges et les rapports entre les astronomes dont le nombre est nettement insuffisant, et de mener de front la création de nouveaux laboratoires, d'un service d'inspection du ciel et de l'installation de plusieurs télescopes.

Si en géophysique, les services se sont réellement agrandis, cette expansion spatiale demeure cependant insuffisante et la question des salaires se pose d'une façon parfois inquiétante. Un centre d'études a été créé dans la Nièvre pour favoriser les travaux suivis, et l'Université de Toulouse a vu naître une nouvelle chaire orientée vers la météorologie. Il est à souhaiter que le recrutement s'intensifie afin d'accroître le personnel technique de même que le personnel scientifique.

Le Comité d'exploitation des Océans (COMEXO) constitué au début de 1960, a fait un immense effort pour que soit construit un navire océanographique qui accompagnerait le nouveau bathyscaphe « Archimède ». La constitution de deux centres nationaux affectés l'un à l'océanographie physique, l'autre à l'océanographie biologique a été réalisée.

MINÉRALOGIE ET CRISTALLOGRAPHIE rassemblant, de par leurs appareillages et leurs techniques communes, des physiciens, des métallurgistes, des chimistes, voire des biologistes, doivent, du fait de leur polyvalence, être particulièrement aidées. Afin que la minéralogie puisse rendre les services attendus, la création, dans chaque Faculté des Sciences, d'un laboratoire de minéralogie-cristallographie, est souhaitable. Auparavant, il serait toutefois nécessaire que les crédits de fonctionnement soient accrus pour assurer le développement normal des laboratoires déjà existants.

Il importe surtout de développer et d'améliorer la Recherche fondamentale dont l'état actuel en France semble particulièrement déficient.

Un tableau des sujets de recherche actuels dans les différents laboratoires est fourni dans le rapport 1961.

GÉOLOGIE, PALEONTOLOGIE, GÉOLOGIE APPLIQUÉE. — Les problèmes qui se posent peuvent se résumer ainsi : demande d'augmentation des crédits de recherche, certes, mais, et cela est le vœu unanime qui passe en priorité, création de centres ou d'organismes spécialisés de recherches en faveur de disciplines déficientes, et fondation d'un Organisme national de recherche de géologie fondamentale. Ceci afin d'assurer dans les pays de la Communauté la permanence et la continuité de la Recherche géologique française.

L'équipe des paléontologistes ne comporte pas les effectifs indispensables à la France ; pour en favoriser le recrutement, certains remèdes paraissent désirables, telles que la création de bourses pour des jeunes, sélectionnés par l'Enseignement supérieur, mais aussi en appliquant strictement le statut des chercheurs aux jeunes paléontologues qui doivent consacrer tout leur temps à la Recherche.

Les sections VII et VIII (OPTIQUE, PHYSIQUE MOLECULAIRE, INSTRUMENTS) ont fourni en 1961 un rapport qui se borne à tenir à jour celui de 1960. Dans le domaine de l'optique s'affirme la nécessité de créer des cadres administratifs, ayant une formation scientifique de telle sorte qu'ils puissent décharger les chefs de service de leurs travaux d'administration. Ceci vaut d'ailleurs pour bien d'autres secteurs où l'on voit la recherche ralentie du fait de l'asservissement des hommes de laboratoire à des besognes d'employés de bureau.

Comme dans les autres disciplines, des créations de services nouveaux sont souhaitées, spécialement celle d'un Institut de recherches sur les verres. Il serait bon aussi d'envisager le développement de nombreux services déjà créés, semblables à celui des Hautes Pressions de Bellevue, où l'augmentation récente du nombre des chercheurs a rendu ce développement d'un intérêt immédiat.

Certains projets présentés par la Commission chargée du secteur de PHYSIQUE NUCLEAIRE ET CORPUSCULAIRE ont une envergure qui tend à dépasser le cadre national, tout en restant d'un intérêt national. Il s'agit de la construction d'un accélérateur de protons à très haute énergie. La Commission n'a pas manqué de souligner la nécessité des liens qui doivent unir les laboratoires français entre eux et aux laboratoires étrangers. Il est à noter que tous les besoins exprimés en 1960 restent valables en 1961.

A côté de l'Institut-type qui groupe des laboratoires d'objectifs et des laboratoires de technique, la section d'ELECTRONIQUE, D'ELECTRICITE ET DE MAGNETISME demande la création de services techniques spécialisés accordant une part importante à la recherche des méthodes nouvelles. Ces services sont indispensables à la bonne marche d'un Institut-type. La création, dans cette branche, de nouvelles catégories de techniciens est à envisager, en particulier celle d'électroniciens. Un des vœux de la Commission est d'obtenir un assouplissement dans la rémunération afin de recruter du personnel de haute qualité et de pouvoir le conserver. Hélas ! les indices sont faibles et le même problème d'ajustement des sa-

laire se pose aussi pour le personnel administratif.

En CHIMIE-PHYSIQUE, nous retrouvons des besoins similaires relatifs à l'amélioration des conditions de recrutement et de rémunération. Mais la Commission a formulé des souhaits très précis au sujet de l'urgence qu'il y avait à augmenter le nombre des chercheurs et des techniciens. Elle demande de plus que le Directoire étudie l'organisation d'une « banque des produits chimiques » et la création de sous-commissions, chargées de développer l'électrochimie et la chimie sous rayonnement.

En 1961 il est demandé la création d'un service des Isotopes stables, et donné un rapport d'activité du Groupe national d'étude des Carbones.

Nombre d'industries sont subordonnées dans leurs progrès, à ceux mêmes de la CHIMIE MINÉRALE. Aussi il y a de l'intérêt de la nation de favoriser tout particulièrement l'industrie nucléaire, les industries aéronautiques, l'industrie électrique, les industries métallurgiques, céramiques, verrières, la grande industrie minérale et d'industrie pétrolière. Or, la chimie minérale en France n'est pas encore, à l'heure actuelle, dotée d'une organisation de recherche fondamentale suffisante. Il faut pourtant une connaissance précise et approfondie des problèmes qui se posent à l'échelle industrielle ; aussi la Commission insiste sur l'urgence qu'il y a d'établir une coordination des sujets de recherche, une coordination des moyens matériels, un recrutement intensif pour remédier à la grande pénurie dont souffre cette discipline. Il est demandé un effort tout particulier au C.N.R.S. pour la question des hautes températures, qui intéresse simultanément et la Défense nationale et le secteur privé, mais aussi pour la création de laboratoires spécialisés dans les hautes températures.

Pour ce qui est de la chimie organique, dont l'importance économique ne doit échapper à personne, la situation est encourageante par suite des améliorations survenues. Certains secteurs d'étude restent cependant à améliorer et l'effort de la Commission s'est porté là-dessus ; il s'agit des secteurs de matière première des produits finis, des transformations chimiques. De nouvelles propositions sont faites pour les services collectifs mis à la disposition des chercheurs.

Dans la section de CHIMIE BIOLOGIQUE, la Commission a salué avec joie la création du laboratoire de biophysique à la Faculté des Sciences d'Orsay et du laboratoire d'enzymologie du C.N.R.S. à Gif-sur-Yvette. Elle forme maintenant le vœu qu'un Institut de biologie moléculaire soit promptement réalisé.

La Commission insiste à nouveau sur sa proposition de création des unités de recherche et leur financement pour des programmes s'étendant sur quelques années. La direction du C.N.R.S. est favorable à cette initiative mais la question se pose de savoir si l'on doit systématiser de tels mécanismes qui, en fait, nécessitent l'institution d'un troisième mode de financement de la recherche par le C.N.R.S.

Un coup d'œil sur le domaine de la PHYSIOLOGIE nous fait mesurer la sagesse des membres du Conseil qui estiment qu'avant de créer, il faut prévoir en premier lieu d'assurer une situation convenable aux laboratoires déjà existants ayant donné des preuves de leur utilité. En 1961 la Commission attire l'attention sur les problèmes nouveaux dont elle souligne l'urgence : nécessité d'une révision des structures légales et administratives (unité de recherche) ; nécessité d'une source permanente d'information (fiches signalétiques standard par laboratoire) ; rapports entre la Recherche physiologique et les Centres hospitaliers universitaires.

Bien sûr, en BIOLOGIE CELLULAIRE (comme en zoologie et biologie animale) nous retrouvons les mêmes angoissants problèmes au sujet du recrutement et de la formation des chercheurs, tout autant que ceux posés par l'insuffisance des crédits ; mais en biologie cellulaire il est à remarquer combien la Commission attache d'importance à ce qu'il y ait coordination entre le C.N.R.S. et la Recherche médicale. Au cours des séances de mai et novembre qu'elle a consacrées à l'examen de la conjoncture, la Commission a réaffirmé l'urgence des mesures préconisées dans ces rapports de l'année précédente.

Voici, en résumé, les grandes lignes du rapport de conjoncture en sciences exactes et naturelles. Les besoins sont identiques sur bien des points, et dénotent un même souci de la part des responsables de ces différentes disciplines. Ils montrent aussi que chaque section prend de plus

C'est à la BIOLOGIE ANIMALE que revient la charge de la protection de la nature et l'organisation des réserves et des parcs nationaux. Œuvre magnifique insuffisamment connue, insuffisamment comprise. Trop de carence n'a pas permis à la biologie animale d'aider le pays à une exploitation plus rationnelle de ses ressources naturelles. Le vœu du rapport présenté par cette section est, qu'à l'immobilisme en ces matières, succède un esprit novateur suscitant des initiatives originales et hardies pour le plus grand profit de la nation tout entière.

L'enseignement de l'océanographie a reçu en 1961 un début de solution, avec l'organisation d'un certificat d'études supérieures d'océanographie physique. Mais un effort gigantesque est encore à faire aussi bien pour l'océanographie physique que pour la géologie marine, deux disciplines pour lesquelles la France est dans une situation défavorable. Si cette dernière peut s'enorgueillir de posséder la soucoupe plongeante, merveilleux engin d'investigation dans les fonds marins, fort précieux pour le biologiste et géologue, elle ne doit pas pour autant négliger l'augmentation du matériel flottant, indispensable complément de toute recherche océanographique. La France doit pouvoir prétendre à être dans les quatre premiers rangs en ce qui regarde les sciences de la mer. Pour cela, malgré les progrès réalisés en moins d'un an, il faut qu'elle dispose de quelques navires supplémentaires et de beaucoup de chercheurs. « Le Thalassa », « La Calypso » le bathyscaphe « Archimède » et la soucoupe plongeante Coustaud demeurant encore une flotte insuffisante.

Une chose étonnante, voire inimaginable dans notre pays producteur de vin, est l'inexistence d'un Institut de la Vigne où zoologistes et botanistes travailleraient de concert. Ainsi, une solution biologique satisfaisante risquerait d'être trouvée au problème phylloxérique, ce qui entraînerait l'amélioration des vins courants et aiderait à résoudre la crise viticole toujours latente. Preuve nouvelle de la corrélation entre le secteur scientifique et l'économie du pays. En 1961, la Commission a repris les mêmes données qu'en 1960 et appuie les demandes de création d'un Institut de la Vigne, d'un Institut national de biologie en Camargue, d'un Institut de biologie des sols, de laboratoires itinérants, de chaires de protistologie, de physiologie et de Centres d'océanographie.

Quant à la Systématique zoologique qui intervient dans toutes les recherches, qu'elles soient biologiques, physiologiques ou médicales, de pharmacodynamie, de génétique, d'embryologie ou d'écologie, sa situation est catastrophique et due à ce que depuis longtemps le Muséum national d'histoire naturelle n'a jamais suffisamment retenu l'attention des Pouvoirs publics. La vétusté et l'exiguïté des locaux dépassent l'entendement. Les collections, riches incontestablement, ne peuvent être entretenues faute de personnel, ni classées par manque de place. La Commission se borne à souhaiter que les crédits nécessaires pour remédier à cet état de choses soient enfin alloués.

Les représentants des disciplines de BOTANIQUE ET BIOLOGIE VÉGÉTALE ont accueilli favorablement la demande formulée par la Commission de Géologie, d'une création d'un Centre de palynologie à LILLE. Une collaboration entre la recherche en métropole et au dehors est souhaitée, mais nécessite un effort particulier de réorganisation et de développement. Davantage de missions envoyant les chercheurs métropolitains dans les organismes de recherche outre-mer, doivent renforcer les liens existants, mais aussi et surtout contribuer au maintien de la Science française dans ces pays.

La recherche médicale en France (PATHOLOGIE EXPERIMENTALE, PHARMACODYNAMIE ET THERAPEUTIQUE EXPERIMENTALE) semble être restée au stade « artisanal »... Pour améliorer cet état de chose, il importe de créer des Centres de recherche. Ceux-ci seraient orientés vers l'étude de problèmes pathologiques particuliers, vers l'application de techniques spéciales, ou le développement de techniques particulières. Il y aurait intérêt à ce que ces Centres restent en contact afin de poursuivre des recherches fructueuses et profitables, et à mettre au point des techniques susceptibles d'être utilisées ailleurs pour des buts différents. La Commission considère que la Recherche fondamentale doit trouver sa place légitime dans les Centres hospitaliers universitaires, afin de conférer à ceux-ci l'intégralité de leur rôle dans les progrès de la médecine. Pour atteindre cet objectif capital une option nouvelle, Enseignement-Recherche, devrait être instituée.

en plus conscience des problèmes l'intéressant, tout en ne mésestimant pas les disciplines connexes. Car l'ensemble de tous ces efforts peut faire que la Science française tienne sa place, une place honorable, dans le monde international de la Science.

CLASSES
ÉLÉMENTAIRES

1° RENOUVELLEMENT PEDAGOGIQUE. — Le travail à l'intérieur du syndicat se poursuit pour que le S.G.E.N. ait une position quant à une transformation des programmes des classes élémentaires, **matière par matière.** La C.A. du 3 juin a également étudié les circulaires concernant les **cahiers mensuels** (attention à la bureaucratie, a dit la C.A., pour pouvoir juger les élèves il faut for-

mer les maîtres, leur donner des méthodes de comparaison, etc.), les **manuels scolaires**, les **classes à mi-temps** (nous nous devons d'étudier cette expérience, notamment à partir des rapports de nos camarades qui ont de telles classes dans leur département. Cf. « S.U. » n° 270 du 6 juin 1962, p. 598/4).

C. E. G.

● A la Commission administrative premier degré du 3 juin, nous avons particulièrement étudié les problèmes des nominations et de **recrutement des maîtres** (cf. « S.U. » n° 268, p. 582/4, et 270, p. 598/4), noté avec satisfaction le rétablissement de la possibilité d'une **deuxième langue vivante** dans les C.E.G. (« S.U. », n° 269, p. 590/4), étudié les programmes de la deuxième terminale (cf. « S.U. » précédent, n° 271, p. 604/2). Brocard a fait le point des études menées par la Commission nationale des C.E.G. en liaison étroite avec la Commission générale d'action revendicative pour un **statut des maîtres de C.E.G.** : l'enquête sur le logement des maîtres de C.E.G. est en cours de dépouillement. Elle permettra à la commission de mettre au point un **projet de classement indiciaire des C.E.G.** qui tienne compte des divers éléments de leur situation actuelle et des perspectives futures. La discussion a permis de dégager une nette orientation des travaux à poursuivre.

● Au cours de l'audience de M. Voisin, directeur de l'Organisation scolaire le samedi 10 juin, la délégation du S.G.E.N., qui comprenait Brocard, Mlle Huck pour le deuxième degré, Martinet pour le technique, S. Malaquin et Pinoteau pour les C.E.G. et le premier degré, a insisté pour que la définition des C.E.G. et le statut des établissements qui doivent faire l'objet d'un prochain décret aillent dans le sens des conceptions du S.G.E.N.

Pour cela, la délégation a demandé ou fait remarquer :

— Qu'au niveau du cycle d'observation, il n'y ait **pas deux sortes de cycles d'observation** : le cycle d'observ.-C.E.G. et le cycle d'observ.-lycées ;

— Que les **classes de transition** (ex-C.F.E.) ne soient pas accrochées **uniquement** au cycle d'observation C.E.G. et qu'elles

soient à l'intérieur du cycle d'observation (compte tenu de ce que le S.G.E.N. réclame, au cours du cycle élémentaire, des classes de rattrapage qui diminueront les effectifs relevant des ex-C.F.E.).

— Que le **cycle pratique** (appelé aussi enseignement terminal) ne soit pas intégré aux C.E.G. mais constitue un élément original à l'intérieur des ensembles polyvalents car il doit bénéficier au moins autant de l'expérience des C.E.T. que de celle des C.E.G., même s'il s'agit d'un enseignement nouveau à concevoir ;

— Que la **deuxième terminale** et le **B.E.G.** seront très vite dépassés, que les utilisateurs demanderont très vite une première et que, dans ces conditions, un « système C.E.G. autonome » risque de se reconstituer à part du reste.

La délégation a approuvé les grandes lignes d'un statut des établissements qui donneront plus de moyens aux C.E.G. (concours de l'Etat par l'entretien des bâtiments, le fonctionnement des établissements, des internats, l'institution d'un personnel de secrétariat, de surveillance, de directeurs adjoints, etc.). (Cf. nos motions de congrès, « S.U. » n° 269.)

● Une circulaire du 6 juin définit les modalités de recrutement des stagiaires des **centres régionaux de formation des maîtres C.E.G.** pour l'année 1962-63 et l'organisation des études des EM de l'année de FP de ces mêmes centres.

PROBLEMES RURAUX ET ENSEIGNEMENT
POSTSCOLAIRE AGRICOLE

La commission suit les problèmes à partir des motions votées au Congrès. Elle étudiera spécialement les suites de la loi du 2 août 1960 avec ses conséquences dangereuses : création pour l'enseignement agricole de structures parallèles à celles de l'Education nationale.

JEUNES

La C.N.J. a enregistré avec satisfaction la parution de plusieurs textes dont la teneur se situe tout à fait dans la ligne des positions constamment défendues par le S.G.E.N.

1) **Circulaire du 6 avril, relative au recrutement des E.N.** (cf. « S.U. » n° 268, du 28-5-62). A noter particulièrement une ouverture plus grande du concours bachelier ; possibilité plus large d'externement, choix des options au bac.

Notons aussi que l'arrêté du 21-5-62 fixe le nombre des E.M. à 7 000 au premier concours, plus 2 000 au second. Donc, en progression. De plus, le collectif prévoit 1 000 postes supplémentaires pour le concours de première année.

Toutefois, pour les remplaçants, on ne voit pas de nette progression dans le nombre de places offertes au stage du premier

semestre : 2 000 contre 1 970 l'an dernier (Cir. du 1^{er} juin 62.).

2) **Le décret du 16-5-62 et circulaire d'application, relative à la titularisation des remplaçants.**

Le S.G.E.N. poursuit son travail, tant pour surveiller l'application de ce décret aux différentes catégories concernées, que pour voir aboutir les revendications du congrès de Marseille concernant un éventuel remaniement du statut des remplaçants.

3) **Bulletin Jeunes de rentrée.** — La commission d'organisation du comité national a décidé de diffuser dès septembre un numéro spécial de « S.U. Jeunes » commun à tous les degrés : remplaçants, normaux, M.I.-S.E., A.E. et M.A., I.P.E.S. et Centres de C.E.G., surveillants d'E.N. Un comité de rédaction de la C.N.J. générale doit se tenir en fin juin pour sa mise au point.

APPLICATION DE LA LOI DEBRÉ : participation aux
jurys du C.A.P. des maîtres de l'enseignement privé

Nous croyons utile de rappeler à nos camarades le texte voté par le Comité National de mai 1961, publié dans « S.U. » n° 242 du 8 juin 1961 et qui est évidemment toujours valable (Cf motion votée par le Congrès de Marseille : « Confirmation de la politique scolaire », « S.U. » n° 266).

A la suite de positions prises par les bureaux de degré (1), confirmées par les C.A., la motion suivante a été adoptée à l'unanimité par le Comité National plénier :

22 mai 1961.

Le Comité National du S.G.E.N.

Renouvelle son opposition à la loi du 31 décembre 1959 (« Loi Debré ») et laisse à l'administration de l'Education Nationale la pleine et entière responsabilité de l'application de cette loi.

Confirmant les positions prises par les Bureaux Nationaux, Il déclare incompatible avec l'appartenance au S.G.E.N. :

— la participation aux Comités de conciliation prévus par la « Loi Debré », tant sur le plan national que sur le plan départemental ;

— l'acceptation de Missions d'inspection dans les établissements privés par des maîtres de l'enseignement public ;

— la participation aux jurys du certificat d'aptitude pédagogique des maîtres de l'enseignement privé.

(1) Voir dans « S.U. » n° 240 du 20 avril 1961 un extrait de délibération du B.N. premier degré du 16 mars 1961.

STAGE D'INITIATION PRATIQUE A L'ÉDUCATION NOUVELLE

organisé par

L'ÉCOLE NOUVELLE FRANÇAISE

du 3 au 9 septembre 1962 (inclus)

dans les locaux de l'ÉCOLE EXPERIMENTALE « LA SOURCE »,

11, rue E.-Renan, BELLEVUE (Seine-et-Oise)

sous la direction de Roger COUSINET

Professeur honoraire de Pédagogie

à la Faculté des Lettres de Paris

Pour tous renseignements, s'adresser à M^{lle} DE VALS, à l'adresse ci-dessus, en se recommandant du S.G.E.N.

SECTION DES LYCÉES

COMMISSION ADMINISTRATIVE des 2 et 3 juin 1962

PRESENTS : Arbitre, Barré, Courtade, Janine Huicq, Legrand, Lherbier, Huguette Pelletier, Yvonne Reux, Vincelet, Schaefferbecke.

EXCUSES : Lefur, Salvaire.

Le samedi soir, des représentants de la C.A. des C.E.T. (Barnoud, Beneton, Daragon et Martinet) ont participé au travail de la commission. Il s'agissait d'articuler le travail des deux sections. En conclusion, il a été décidé que pour le moment les deux sections resteraient distinctes, qu'elles travailleraient parallèlement sur certains points et en commun pour les questions concernant :

- action revendicative : les M.A. les chefs d'établissements ;
- formation professionnelle et liaison avec la C.F.T.C. ;
- orientation de l'E.T. (étude de l'évolution technique, de la carte scolaire...) ;
- E.T. féminin ;
- réforme de l'enseignement.

De plus, il est décidé que la propagande S.G. E.N. serait faite également par les deux sections réunies, et que les articles publiés dans « S. U. » seront regroupés sous une seule rubrique : Enseignement technique : lycées techniques, collèges d'enseignement technique (voir à ce sujet le « S. U. » n° 270 qui a déjà été composé dans ce nouvel esprit).

Les B.N. de ces deux sections se réuniront le même jour de manière à pouvoir siéger en commun sur les questions énumérées ci-dessus.

CLASSE DE 4^e MODERNE : (initiation technologique).

La C.A., après avoir eu connaissance des sujets traités lors des journées académiques d'études (académies de Paris et de Lille) :

- constate avec satisfaction que les collègues conviés à ces séminaires sont des professeurs de C.E.G., de C.E.T., de L.T., comme le souhaitait le congrès d'avril dernier (« S. U. » n° 267, page 572/2) ;
- demande que des précisions sur les effectifs des classes et le service des professeurs

soient données rapidement ; qu'un programme minimum soit publié (indication sur le choix des sujets, directives pédagogiques...) ;

- rappelle qu'il est indispensable de prévoir les moyens financiers pour l'équipement et le fonctionnement de ces classes (1).

INFORMATIONS

Compte rendu et informations après les C.A.P. de promotions (3 et 4 avril 1962) et de mutations.

La liste des postes vacants mise à jour après les C.A.P. de mutations a été affichée le lendemain de chaque commission, dans les internats de l'E.N.S.E.T. ; cette liste a été adressée individuellement à tous les stagiaires de C.P.R.T.

E.T. ET PROFESSION

Après avoir pris connaissance du plan proposé par Wackermann, il est rappelé que cette commission comprend maintenant les camarades des C.E.T.

Une réunion sera faite en début d'année scolaire, le jour en sera fixé après que le calendrier des B.N. sera établi pour le premier trimestre scolaire.

A partir de septembre, seront publiées dans « S. U. » les études faites par les académies de Strasbourg, Poitiers, de Lille...

Etant donné la participation de Martinet et Janine Huicq à la Commission confédérale de formation professionnelle, il est souhaitable que la liaison avec la Confédération sur les questions d'E.T. et de profession reste du ressort des deux B.N.

(1) A cette question, posée lors de l'audience du 9 juin, M. Voisin, directeur de l'Organisation scolaire, nous a répondu que des crédits avaient été prévus au collectif pour la prochaine rentrée scolaire pour l'application des programmes d'initiation technologique.

ou échelle 2, lorsque les classements dans ces échelles auront été effectués, et à compter de leur date d'effet.

En attendant l'intervention de ces nouveaux classements, les professeurs licenciés ou certifiés qui assurent un enseignement dans les cours de perfectionnement conduisant à la promotion sociale doivent être rétribués sur la base des taux prévus pour l'échelle 1.

2^e Autres personnels :
sur le taux de l'heure-année supplémentaire de l'échelle 1.

B) Personnel donnant un enseignement pratique :

sur le taux de l'heure-année supplémentaire des professeurs techniques adjoints des lycées techniques.

RÉMUNÉRATION DU PERSONNEL DES COURS DE PERFECTIONNEMENT CONDUISANT

A LA PROMOTION SOCIALE

TAUX APPLICABLES

Circulaire du 26-4-62 (R.M./F. n° 23)

A) Personnel donnant un enseignement général et technique théorique.

1^o Personnel licencié ou certifié :
sur le taux de l'heure-année supplémentaire correspondant à la catégorie à laquelle ces professeurs appartiennent dans les lycées techniques — c'est-à-dire, échelle 1

LA TIMIDITÉ EST-ELLE UNE MALADIE ?

Confession d'un ancien Timide

J'avais toujours éprouvé une secrète admiration pour Z. M. Borg. Le sang-froid dont il faisait preuve aux examens de la Faculté, l'aisance naturelle qu'il savait garder lorsque nous allions dans le monde, étaient pour moi un perpétuel sujet d'étonnement.

Un soir de l'hiver dernier, je le rencontrai à Paris, à un banquet d'anciens camarades d'études, et le plaisir de nous revoir après une séparation de vingt ans nous poussant aux confidences, nous en vinmes naturellement à nous raconter nos vies. Je ne lui cachai pas que la mienne aurait pu être bien meilleure, si je n'avais toujours été un affreux timide.

Borg me dit : « J'ai souvent réfléchi à ce phénomène contradictoire. Les timides sont généralement des êtres supérieurs. Ils pourraient réaliser de grandes choses et s'en rendent parfaitement compte. Mais leur mal leur condamne, d'une manière presque fatale, à végéter dans des situations médiocres et indignes de leur valeur. »

« Heureusement, la timidité peut être guérie. Il suffit de l'attaquer du bon côté. Il faut, avant tout, la considérer avec sérieux, comme une maladie physique, et non pas seulement comme une maladie imaginaire. »

Borg m'indiqua alors un procédé très simple, qui régularise la respiration, calme les battements du cœur, desserre la gorge, empêche de rougir, et permet de garder son sang-froid même dans les circonstances les plus embarrassantes. Je suivis son conseil et j'eus bientôt la joie de constater que je me trouvais enfin délivré complètement de ma timidité.

Plusieurs amis à qui j'ai révélé cette méthode en ont obtenu des résultats extraordinaires. Grâce à elle, des étudiants ont réussi à leurs examens, des représentants ont doublé leur chiffre d'affaires, des hommes se sont décidés à déclarer leur amour à la femme de leur choix... Un jeune avocat, qui bafouillait lamentablement au cours de ses plaidoiries, a même acquis un art de la riposte qui lui a valu des succès retentissants.

La place me manque pour donner ici plus de détails, mais si vous voulez acquérir cette maîtrise de vous-même, cette audace de bon aloi, qui sont nos meilleurs atouts pour réussir dans la vie, demandez à Z. M. Borg son petit livre « Les Lois éternelles du Succès ». Il l'envoie gratuitement à quiconque désire vaincre sa timidité. Voici son adresse : Z. M. Borg, chez Aubanel, 8, place Saint-Pierre, à Avignon. Ecrivez-lui tout de suite, avant que la nouvelle édition soit épuisée.

E. SORIAN.

SECTION DES COLLÈGES

Mouvement 1962 — Rectificatif concernant l'affectation des nouveaux professeurs

CATEGORIES	DATES
Professeurs d'enseignement général de collèges d'enseignement technique	Samedi 7 juillet
Chefs de travaux et P.E.T.T. de collèges d'enseignement technique	Lundi 9 juillet
Professeurs techniques adjoints de collèges d'enseignement technique	Mercredi 11 juillet

STAGES DE RECONVERSION

Chacune de nos camarades P.T.A. des métiers féminins qui, en application de la circulaire du 24 avril 1962, a fait acte de candidature pour un stage de reconversion en E.N.N.A., au cours de la prochaine année scolaire, est invitée à en informer :

a) Son Secrétaire académique ;

b) Le Secrétariat national de la Section des C. E. T., 26, rue de Montholon, Paris (9^e), en précisant :

Nom : Prénoms : Date de naissance :
Adresse personnelle : Situation de famille :
Etablissement actuel : Spécialité :
Stage effectué à l'E.N.N.A. de : du au
Vœux concernant la spécialité de reconversion et le poste d'affectation après cette reconversion :
Vœux concernant l'E.N.N.A. dans laquelle elle souhaite effectuer le stage : PARIS ou TOULOUSE.

MAITRES AUXILIAIRES

Le « B.O. » n° 22 du 28 mai 1962 publie :

— Le traitement de base afférent à chaque indice applicable au 1^{er} mai, 1^{er} juillet, 1^{er} novembre 1961 et 1^{er} janvier 1962.

— Les taux des heures supplémentaires applicables à compter des mêmes dates (rectificatif au « B.O. » n° 24 du 11 juin 1962).

CONCOURS SPECIAUX

Comme annoncé dans le précédent « S. U. », la 3^e série de concours ouverts à partir du 16 octobre portera sur les spécialités suivantes : céramique, charpente coffrage, conducteur d'appareils des industries chimiques, conducteur de machines à bois, cycles et motocycles, décors de théâtre, menuiserie, ébénisterie, imprimerie, typographie, mécanique d'entretien, métiers du cuir, optique-lunetterie, prothèse dentaire, radio-électricité, tissage, trameur de coques, carrosserie (tôle et bois).

Les inscriptions doivent être adressées au Service des examens de chaque Inspection principale de l'E.T. jusqu'au 18 juillet.

RECRUTEMENT DE P. E. G.

Nous rappelons que le concours est prévu pour le 6 septembre et que les candidatures doivent être adressées au Service des Examens de chaque Inspection Principale de l'E.T. avant le 17 juillet.

Considérant qu'un arrêté du 23 mars 1962 (« B.O. » n° 15 du 19-4-62) a admis le diplôme de bachelier en droit comme équivalent du certificat d'études littéraires générales en vue de la licence ès lettres, nous conseillons aux camarades bacheliers en droit et à plus forte raison licenciés en droit qui souhaiteraient devenir P.E.G. lettres, de faire acte de candidature

en demandant à bénéficier d'une dispense pour équivalence de titres. Ils voudront bien nous en prévenir.

Par ailleurs, un arrêté actuellement à la signature, reconduirait les dispositions prises en 1960 et 1961 selon lesquelles, pour les candidats titulaires d'un certificat de licence d'enseignement ou admissible à l'E.N.S.E.T. ou aux E.N.S. de Saint-Cloud ou de Fontenay, le concours ne comprendrait que des épreuves orales (voir arrêté du 18 mai 1960, « B.O. » 21 du 3-5-60 et arrêté du 15 mai 1961, « B.O. » 21 du 29-5-61).

Enfin, et malgré notre insistance, aucune décision n'a encore été prise dans le but d'autoriser les maîtres auxiliaires d'enseignement général, titulaires du baccalauréat, à se présenter au concours.

INFORMATIONS OFFICIELLES

I. — DISPOSITIONS GENERALES

Voir page 12 dans ce même numéro tout ce qui concerne l'ensemble du personnel enseignant.

II. — CLASSE DE 4^e MODERNE (enseignement de la technologie)

Préparation de l'enseignement de la technologie dans les classes de 4^e et de 3^e de la section moderne.

Circulaire du 11-5-1962 (R.M./F. n° 22, p. 1890).

Application limitée de nouveaux programmes en 4^e moderne à la rentrée de 1962.

Circulaire du 21-5-1962 (R.M./F. n° 23, p. 1971).

III. — PROGRAMMES, ETUDES

Programme de français des classes préparatoires aux grandes écoles scientifiques (mathématiques spéciales, mathématiques supérieures, Centrale E.N.S.I., Navale-Air, I.N.A., E.N.S.A.). Année 1962-1963.

Noté du 22-5-1962 (R.M./F. n° 22, p. 1890).

Horaires et programmes des études dans les sections « dessinateur en béton armé » des lycées techniques et établissements assimilés.

Arrêté du 7-5-1962 (R.M./F. n° 22, p. 1891).

Rentrée scolaire des écoles d'ingénieurs relevant de l'enseignement technique supérieur et des écoles hôtelières.

Circulaire du 15-5-1962 (R.M./F. n° 22, p. 1892).

IV. — ELEVES : CONCOURS, EXAMENS

Application des arrêtés du 29 mars 1962 relatifs au brevet d'enseignement industriel, brevet d'enseignement commercial et brevet d'enseignement social.

Circulaire du 12-5-1962 (R.M./F. n° 22, p. 1891).

Création du brevet d'enseignement industriel, spécialité « dessinateur en béton armé ».

Arrêté du 7-5-1962 (R.M./F. n° 22, p. 1891).

Inscription des élèves dans les classes préparatoires aux E.N.I.A.M.

Circulaire du 23-5-1962 (R.M./F. n° 22, p. 1891).

Modification de l'article 7 de l'arrêté du 1^{er}-8-1956 créant, sur le plan national, le brevet professionnel de charpentier en bois.

Arrêté du 19-5-1962 (R.M./F. n° 24, p. 2035).

Création sur le plan national d'un brevet professionnel de coiffure pour messieurs et d'un brevet professionnel de coiffure pour dames.

Arrêté du 19-5-1962 (R.M./F. n° 24, p. 2035).

V. — PERSONNEL : RECRUTEMENT, SERVICE

Inscription au C.A.P.E.T. A 2 - chimie-physiologie de certains élèves-professeurs des I.P.E.S.

Circulaire du 21-5-1962 (R.M./F. n° 23, p. 1971).

VI. — PROMOTION SOCIALE

Rémunération du personnel des cours de perfectionnement conduisant à la promotion sociale.

Circulaire du 26-4-1962 (R.M./F. n° 23, p. 1970).

Participation d'ingénieurs et de techniciens du Ministère des Armées aux enseignements des cours de promotion sociale.

Circulaire du 1^{er}-6-1962 (R.M./F. n° 24, p. 2035).

VII. — ACCIDENTS DU TRAVAIL

Constitution des dossiers d'allocation temporaire d'invalidité instituée par l'article 23 bis de l'O. N° 59-244 du 4-2-1959. Complément à l'I. du 5-11-1961.

Circulaire et Instruction du 23-5-1962 (R.M./F. n° 23, p. 1970).

C. A. P. 1962 - Second Degré et Écoles Normales

MOUVEMENT DU PERSONNEL TITULAIRE

Dans ce dernier numéro de « S. U. », il ne nous est pas encore possible de donner une vue d'ensemble des réunions des C.A.P., car certaines, n'ont pas encore eu lieu : Commissions d'Histoire, de Sciences Naturelles, de dessin, d'Édition musicale, des A. E.

Mais un fait dont nous avons déjà parlé précédemment et dont nous avons exposé la gravité à M. Lebetre dans une entrevue avant les C.A.P., a donné au mouvement un caractère d'injustice inhabituel et a compliqué énormément la tâche des représentants du personnel : le **blocage des postes** dans les grands lycées de Paris et de province. Si nous avons dû en comprendre le principe (nécessité de pourvoir les postes éloignés et pour cela de freiner les départs pour les grandes villes), nous avons protesté énergiquement auprès du directeur du personnel sur son application mathématique. Dans l'ensemble des commissions, M. Lebetre a accepté quelques exceptions pour permettre le rapprochement des conjoints et dans des cas humains dramatiques.

D'autre part, tous les collègues d'Algérie (certifiés et agrégés) ayant demandé une mutation avant les C.A.P. ont vu leur cas examiné avec les autres et ont reçu une affectation en métropole, même si leur demande officielle n'était pas encore parvenue au ministère. Il a suffi que les délégués du personnel présentent leur candidature. Les collègues qui n'ont pas encore passé leurs épreuves pratiques des C.A.P.E.S. en Algérie à cause des événements ont été également mutés — ils passeront les mêmes épreuves dans leur nouveau poste et on étudie actuellement les modalités de leur titularisation avec effet rétroactif.

Voici quelques indications particulières concernant le déroulement des différentes commissions.

Allemand. — Le grand nombre des postes vacants a permis à nos collègues d'avoir satisfaction dans la majorité des cas : 1 poste n'a été bloqué que dans les établissements où il y avait au moins 8 postes budgétaires (cas très rare en allemand). La règle des 2 ans a été maintenue. Pourtant les collègues mariés ont pu obtenir un poste double ou être rapprochés après 1 an quand il a été possible de le faire. La note pédagogique a toujours une grande importance, surtout pour l'arrivée à Paris. En province, on a parfois tenu compte de la mention du C.A.P.E.S. pour départager les candidats à un poste, lorsqu'ils n'avaient pas été inspectés.

Anglais. — La règle des postes bloqués a été une grande entrave aux nominations sur Paris et les grands centres. Les postes ont été bloqués suivant les normes suivantes : 8 postes budgétaires..... 1 poste bloqué 9, 10, 11, 12 postes budg... 2 postes bloqués 13 postes budgétaires..... 3 postes bloqués Des dérogations ont été admises, c'est-à-dire que dans la même ville on a « débloqué »

un poste, quand un cas humain grave le demandait et on a bloqué un autre poste, dans cette ville. D'autre part, les collègues d'Algérie ont été placés parfois sur un poste bloqué. Mais un problème très difficile va se poser le 25 juin au moment des affectations des jeunes certifiés. Etant donné le nombre de retour d'Algérie et les réintégrations demandées par des collègues en congés (nous avons dû travailler une journée de plus pour régler ces derniers cas), il semble qu'il ne reste qu'un nombre très limité de postes pour les certifiés et pour les agrégés de l'année. Sera-t-on obligé alors de les placer sur des postes bloqués pour leur donner une affectation ? Alors que ces postes étaient demandés par des collègues plus anciens ? Car le 25 juin, le ministère n'aura pas encore la réponse de tous les collègues qui demandaient une réintégration et qui n'accepteront peut-être pas le poste proposé. Par ailleurs, certains postes seront peut-être vacants au cours de l'été, si nos collègues d'Algérie demandent à retourner dans leur poste d'origine, si la situation se clarifie. D'où une situation très compliquée à laquelle, il faudra faire face.

Mathématiques. — Malgré le blocage des postes, la plupart des professeurs ayant une certaine ancienneté ou des raisons valables pour un changement de poste ont obtenu leur mutation. Pour les demandes non satisfaites les raisons sont les suivantes :

— Ou bien des collègues avaient seulement 1 ou 2 ans de séjour dans leur poste.

— Ou bien ils demandaient 1 seul poste qui ne s'est pas avéré vacant.

— Ou bien leur demande de mutation était trop vague ; ils ne l'avaient pas justifiée en formulant des raisons valables et précises (par exemple : prochain mariage, nom du futur conjoint, et à quelle date, etc.) et il n'en avait pas fait part à l'Inspection générale auparavant.

Lettre : 1 poste bloqué pour 6, 7, 8, chaires budgétaires 2 postes bloqués pour 9, 10 chaires budgétaires 1 poste bloqué par tranche de 3 chaires pour 1 nombre de chaires supérieures à 10 par établissement.

M. Lebetre s'est refusé à admettre le blocage par ville, étant donné le coefficient de pénurie. Aussi tout mouvement intérieur (sur Paris et les grandes villes) a été pratiquement supprimé ou a donné lieu à des injustices. Les mutations ont été refusées en principe à tout professeur, quel que fut son échelon (et ses

raisons dans le cas où son poste de départ se trouvait bloqué, tandis qu'un collègue plus jeune et ayant la chance de se trouver dans un établissement où son poste ne devait pas être bloqué a eu satisfaction.

Le mouvement sur Paris a été plus facile que le mouvement sur les grandes villes de province, à cause du grand nombre des postes vacants en banlieue. Exemple : Pour Paris (mouvement féminin) : 48 postes ont été mis hors mouvement : 4 femmes mariées et 1 célibataire malade ont pu seulement avoir une mutation intra-muros. 7 professeurs de province ou d'Algérie ont été nommés intra-muros.

En banlieue : Les candidatures des agrégées ont été examinées jusqu'au 4^e échelon compris. On n'est pas descendu au-dessous de l'agrégation 1957. On a examiné les candidatures des femmes mariées de 3^e échelon. 6 sur 7 ont été retenues.

Les candidatures des certifiés ont été examinées jusqu'au 5^e échelon compris pour les mères de familles.

Nombre de nominations : 65 environ pour les 2 catégories, ce qui a donné autant de postes hors mouvement.

Le mouvement sur les grands lycées de province a été pratiquement nul. Exemple : 3 nominations d'hommes, 3 nominations de femmes seulement pour la ville de Lyon, dont 3 dans un lycée de banlieue, 11 postes vacants masculins et 11 féminins étaient bloqués. Les titulaires continueront donc à faire des voyages, tandis que les postes bloqués seront pourvus par des délégués rectoraux et des contractuels ainsi que par des stagiaires de C.A.P.E.S.

Il ressort de ce mouvement : a) un freinage très sérieux des mutations des titulaires, dont sont victimes plus spécialement les Agrégés candidats aux grandes villes ;

b) une réduction des possibilités d'action des C.A.P. qui, au prix d'un travail écrasant, doivent s'ingénier à trouver des solutions humaines dans les limites d'instructions ministérielles impératives ;

c) la constatation que seuls les délégués du Personnel élèvent officiellement contre un tel état de fait des protestations qui malheureusement restent platoniques.

Pour les délégués du personnel :
M^{lle} DESLANDRES.

PROMOTION DES PERSONNELS DETACHÉS

Les 14 et 15 juin, se sont réunies les C.A.P.N. chargées d'examiner les cas des collègues agrégés, certifiés, adjoints d'enseignement et professeurs adjoints détachés en métropole, à l'étranger ou dans les territoires de la Communauté, qui seraient promouvables au choix pour la période comprise entre le 1^{er} mai 1961 et le 15 septembre 1961.

Les collègues intéressés par ces C.A.P.N. de promotion qui n'auraient pas envoyé de fiche syndicale de promotion pourront s'adresser à notre camarade BONERANDI, professeur, 44, rue Ménard, à Nîmes (Gard).

au B.O. 2^e degré

ENSEIGNEMENT

1. Déconcentration de la gestion des élèves-professeurs des I.P.E.S.

Circulaire du 21-5-1962 « B.O.R.M.I.F. » n° 22, p. 1 893.

2. Préparation de l'enseignement de la technologie dans les classes de 4^e et de 3^e de la section moderne.

Circulaire du 11-5-1962 « B.O.R.M.I.F. » n° 22, p. 1 899.

3. Expériences de classes à mi-temps. Circulaire du 21-5-1962 « B.O.R.M.I.F. » n° 22, p. 1 907.

I. — ELEVES

— Application limitée de nouveaux programmes en 4^e moderne à la rentrée 1962. (Circulaire du 21-5-1962, BORM/F n° 23, p. 1979.)

— Hébergement et remboursement des frais de transport des lauréats du concours général. (Circulaire du 28-5-1962, BORM/F n° 23, p. 1995.)

II. — CONCOURS DE RECRUTEMENT

1^o Agrégation d'anglais.

— Annulation de certaines épreuves de l'agrégation d'anglais et dates des nouvelles épreuves. (Arrêté du 22-5-1962, BORM/F n° 23, p. 2023.)

— Agrégation d'anglais (candidats). (Note du 25-5-1962, BORM/F n° 23, p. 2024.)

2^o Nombre de places.

— Nombre de candidats à admettre aux concours de recrutement de professeurs agrégés d'établissements d'enseignement classique et moderne (session de 1962). (Arrêté du 6-5-1962, BORM/F n° 23, p. 2025.)

— Nombre de candidats et candidates à admettre aux épreuves du certificat d'aptitude au professorat de l'enseignement du second degré (session de 1962). (Arrêté du 6-5-1962, BORM/F n° 23, p. 2026.)

— Nombre de candidats et candidates à admettre aux concours de professeurs stagiaires dans les Centres pédagogiques régionaux (session de 1962). (Arrêté du 6-5-1962, BORM/F n° 23, p. 2027.)

— Nombre de candidats et candidates à admettre au certificat d'aptitude à l'enseignement de l'arabe et au certificat d'aptitude à l'enseignement des matières musulmanes. (Arrêté du 14-5-1962, BORM/F n° 23, p. 2027.)

— Nombre de candidats à admettre aux concours d'entrée aux Ecoles normales supérieures de Saint-Cloud et de Fontenay-aux-Roses. (Arrêté du 21-5-1962, BORM/F n° 23, p. 2029.)

S. N. C. E. T.

SECTION NATIONALE DES COLLÈGES D'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE

SURVEILLANTS GÉNÉRAUX

Principaux points de désaccord

Autant dans l'intérêt des établissements et des élèves que dans celui de notre profession, nous rejetons catégoriquement :

1) Le titre de surveillant principal qui, au moment où l'on met de plus en plus l'accent sur le rôle d'éducateur du surveillant général, rappelle, par trop, l'administration pénitentiaire.

2) Le recrutement des surveillants généraux des C.E.T. au niveau du baccalauréat, alors qu'en fait il se situe et se situera de plus en plus au niveau de un ou plusieurs certificats de licence (à 28 ans d'âge, un M.I.-S.E. étudiant a davantage que le baccalauréat).

Nous exigeons avec force :

1) A défaut d'un titre mieux adapté à la fonction, mais difficile à trouver le maintien de notre titre actuel (au niveau d'un deuxième ordre), titre que les surveillants généraux de C.E.T. ont cons-

cience d'honorer par la conception élevée qu'ils ont de leur rôle.

2) La définition précise de nos attributions par référence à nos responsabilités éducatives et administratives réelles, et non sous le seul angle imaginé d'une simple surveillance de contrôle. (Le surveillant général du « Petit Chose » est mort ; on devrait le savoir au ministère)

3) Des conditions de recrutement, de formation et de qualification professionnelle en rapport avec ce que l'on attend du surveillant général dans les établissements d'E.T. où la notation du S.G. porte avant tout sur son travail d'éducation.

4) La suppression des mesures discriminatoires qui affectent notre profession (double échelle, prestations en nature, logement, etc...), une échelle indiciaire équitable et des possibilités de promotion.

Action envisagée

Si l'administration persiste à méconnaître les aspirations des S.G. et à ignorer pratiquement les problèmes d'éduca-

tion dans la rédaction de leur statut, elle doit s'attendre à des réactions sévères de la part de nos collègues exaspérés.

1) 98 % ayant manifesté leur accord pour la grève, il est vraisemblable que la prochaine rentrée scolaire se fera sans les surveillants généraux.

2) Par la suite, bon nombre d'entre eux, malgré ce qu'il leur en coûte, cesseront d'organiser et d'animer les activités éducatives et de loisir des élèves.

3) les non logés feront 40 heures par semaine.

4) Une campagne d'information sera

orchestrée par les organisations syndicales pour obtenir que « la pénurie des candidates et candidats aux fonctions de surveillance générale » constatée dans les lycées (circulaire aux recteurs du 19 avril 1962) s'étende aux C.E.T. Etant donné la situation qui est faite aux S.G. dans ces établissements et les exemples très précis que nous sommes en mesure de diffuser, nul doute que le résultat sera vite atteint !

Roger MICARD.

Les représentants nationaux des surveillants généraux affiliés aux diverses organisations syndicales des collèges d'E. T. poursuivant l'action commune entreprise à Toulouse, au début de la présente année scolaire, viennent d'adresser à M. Lebetre, directeur du personnel de l'Éducation nationale, la lettre ci-dessous :

Monsieur le Directeur,

A l'occasion de la réunion de la Commission administrative paritaire nationale des surveillants généraux de C.E.T., les élus du personnel croient de leur devoir de vous faire part de l'extrême mécontentement de leurs collègues.

L'enquête lancée intersyndicalement en témoigne largement et nous tenons à votre disposition les conclusions qu'on peut en tirer.

Les surveillants généraux de C.E.T., déjà brimés par l'instauration de la double échelle, vivent dans l'incertitude quant à leur sort futur. Les projets qu'ils connaissent de leur nouveau statut se heurtent à une très vive opposition de l'ensemble du personnel.

Nous attirons votre attention sur une réaction possible de notre catégorie, à la rentrée scolaire, si des dispositions équitables n'étaient pas prises d'ici là.

C'est pourquoi nous sollicitons de votre bienveillance l'examen rapide de ces problèmes au cours d'une audience prochaine que vous voudrez bien nous accorder, en liaison avec nos organisations syndicales respectives.

Paris, le 14 juin 1962.

MICARD (C.F.T.C.),
NARBONNE (F.O.),
TONDEUR (Autonome),
CONQUERE (C.G.T.).

LA VICTOIRE EST PROCHE

Oui, la victoire est proche ! En effet, le décret d'intégration des licenciés d'Enseignement dans la catégorie des Certifiés après succès aux seules épreuves pratiques du C.A.P.E.S. a quitté le ministère de l'Éducation nationale. Il est actuellement soumis au Conseil d'État, à la Fonction publique et aux Finances. Le dernier obstacle, celui des Finances, reste à franchir, mais nous pouvons espérer, dans la crise actuelle des maîtres, qu'une solution humaine et intelligente aura raison des ultimes réticences.

Il s'agit, en fait, d'un aménagement du décret du 7 novembre 1958 que l'action incessante du S.G.E.N. avait fini par imposer à l'Administration. Ce décret n'ayant eu alors effet que pour deux ans, le S.G.E.N. n'a cessé d'en demander la réouverture dans une perspective d'évolution des structures de l'Éducation nationale (voir toute la collection de « Syndicalisme Universitaire », en particulier n° 228, 236, etc.).

Depuis la création du cadre des adjoints d'enseignement, le S.G.E.N. n'a cessé de rappeler, tant dans ses motions de congrès nationaux que dans ses démarches multipliées auprès des instances officielles, cette évidence que les licenciés d'enseignement avaient vocation d'enseignement — et qu'en particulier les adjoints d'enseignement — et telle était la pensée de leur créateur M. Monod, devaient accéder tôt ou tard au cadre des certifiés.

Ce mot d'ordre du S.G.E.N. : « Les licenciés d'enseignement — et en premier lieu les AE et les MA — ont vocation d'enseignant à part entière » n'a rien de démagogique comme on nous l'a parfois reproché. Il correspond en toute évidence à une qualification (« licentia docendi ») et à une vocation.

Le décret du 7-11-1958, « mesure de fortune » pour l'administration imprévoyante, « mesure de misère » pour d'autres, acceptées avec difficulté et pour une période limitée à deux ans, n'était pour nous qu'une victoire incomplète.

Cette brèche dans un système de recrutement des professeurs qui se caractérisait par un malthusianisme étranger aux besoins réels et aux vocations individuelles, nous n'avons cessé de nous battre pour l'élargir.

Tout récemment encore le S.G.E.N. s'est opposé efficacement à la campagne du S.N.E.S. qui aurait entraîné le déclassement définitif des licenciés d'enseignement, les intégrant dans le cadre des Chargés d'enseignement (voir les motions AE, MA du Congrès de Marseille, « S.U. » n° 266, pages 567/9 et 568/10).

Aujourd'hui le S.G.E.N. voit ses efforts sans cesse répétés sur le point de trouver

leur totale récompense. Nos camarades licenciés, en particulier les AE et MA, peuvent espérer de nouveau obtenir une situation digne de leur culture et de leur vocation, tout en offrant à l'administration une voie saine de recrutement en maître qualifiés.

Il appartient à présent aux organisations syndicales de veiller à ce que les mesures envisagées trouvent leur pleine efficacité.

Au plan pratique, nous ne pouvons donner les précisions de détail d'un décret dont le texte n'est pas définitif. Nous savons cependant qu'il concerne :

1° Les MA licenciés d'enseignement ayant à la fois :

2 ans d'ancienneté de licence ;
2 ans d'ancienneté de services rectoraux (MA, AE, MI, SE).

2° Les AE titulaires, les AE délégués ministériels sans condition d'ancienneté.

Il y a donc avantage pour tous les rectoraux candidats à une délégation ministérielle d'adjoints d'enseignement d'accepter celle de juin en vue de l'intégration.

Pour les licenciés littéraires (Philo, Histoire, Langues) de larges mesures de reconversion en Lettres Modernes marquent un progrès sur le décret du 24 août 1961.

Le décret du 3 août 1959 reste valable pour les licenciés de Physique et Mathématiques. Il concerne non seulement les licenciés d'enseignement, mais encore les licenciés libres possédant un des certificats : calcul différentiel et intégral, mécanique rationnelle, physique générale, chimie générale.

Pour sa part le S.G.E.N. poursuit ses démarches pour hâter la sortie du texte officiel et pour que le ministère, sans attendre la publication de ce texte au « J.O. », prenne les mesures nécessaires afin que l'attribution des délégations ministérielles s'effectue dans des conditions normales. Les vacances sont proches et nos collègues vont se disperser à la fin du mois. C'est pourquoi nous demandons à tous ceux qui sont intéressés par ces mesures de nous faire parvenir au S.G.E.N. Paris une Demande de Documentation pour l'obtention d'une D.M. de professeur. Ils donneront toutes indications utiles sur leurs différentes adresses de vacances tout en faisant par ailleurs le nécessaire pour que suive leur courrier.

Ils joindront une enveloppe affranchie à 45 francs portant la mention « Intégration ». A tous bonnes vacances !

Le Bureau national
AE - MA.

au B.O. 2^e degré

1. Travaux dirigés de français dans le cycle d'observation. Circulaire du 30 mars 1962. BORM/F n° 16, p. 1403.

2. Modification de l'article 21 de l'arrêté du 2 juin 1960 relatif aux modalités d'application de la réforme de l'enseignement. Arrêté du 30 mars 1962. BORM/F n° 16, p. 1429.

Enseignements classiques et modernes : Octroi aux professeurs de bourses d'échange à l'étranger. Note du 9 mars 1962. BORM/F n° 13, p. 1129.

A. Organisation d'un premier mouvement rectoral

Placés « hors mouvement » :

1. Fonctionnaires « en congé » ;
2. Réservés aux élèves de C.P.R. et d'I.P.E.S. ;
3. Délégués rectoraux satisfaisants.

« Je souhaite... que les adjoints d'enseignement soient le plus possible déchargés des services de surveillance et de secrétariat et utilisés principalement sur des postes d'enseignants. »

B. Deuxième mouvement rectoral

Après le mouvement ministériel.

Appel aux instituteurs dans le cycle d'observations, certifiés et agrégés ayant « glissé » en 2^e cycle, 4^e et 3^e.

— Emploi tout à fait exceptionnel des professeurs de C.E.G.

3. Recrutement.

Agrégation de mathématiques (hommes et femmes). Note du 23 mars 1962. BORM/F n° 14, p. 1219.

Prix imbattables en PAPIER PEINT

Depuis 0,65 NF le rouleau jusqu'au plus riche.

Tous genres, tous styles. Tissus assortis.

Superbe COLLECTION GRATUITE de plus de 300 modèles contre 2,30 NF en timbres pour PORT.

COMPTOIR DU PAPIER PEINT

13 rue du Docteur-Verron

EPERNAY (Marne)

La plus ancienne Maison spécialisée dans la vente de papiers peints par correspondance

VINGT ANS D'EXPERIENCE

MILLIERS DE REFERENCES

Peintures — Droguerie — Brosserie

Tout pour peindre et embellir..

Conditions spéciales sur demande à MM les REVENDEURS

TOILES
A DRAPS

LES PLUS BELLES

ET LES MEILLEURES QUALITÉS

Prix très réduits à nos adhérents

Echantillons franco sur demande

LANDIER, Toilier

YSSINGEAUX (Haute-Loire)

PRETS immédiats sur l'honneur :
UMODIT, 8, boulevard des Moulins
MONTE-CARLO

La publicité est reçue au

CABINET COURTOT

9, rue de Clichy — PARIS 9^e

PIG : 82-33

C.C.P. PARIS 18.385 72

MOUVEMENT DU PERSONNEL A.E. - P.A.

Je rappelle que les C.A.P.N. pour les titularisations, les mutations et les Délégations Ministérielles d'Adjoint d'Enseignement se réuniront du lundi 25 juin au samedi 30 juin.

Je conseille aux collègues intéressés de relire les chroniques AE PA parues dans « S.U. » n° 269, 270 et 271.

Voici des compléments d'information qui me paraissent utiles à la suite du dépouillement de l'abondant courrier de ces derniers jours.

A) POSTE DOUBLE

Le problème des « postes doubles » et un des plus délicats à résoudre en C.A.P.N. Le succès de l'opération dépend beaucoup de la rapidité de réaction des intéressés.

Le mouvement A.E. a lieu en dernier lieu il appartient à l'intéressé de nous alerter par « express », « pneumatique » ou télégramme de l'affectation du conjoint, dès qu'elle est connue — en rappelant toujours, même dans le télégramme la catégorie (Certifié, agrégé, surveillant-général, intérimaire) et la spécialité du conjoint — ainsi que la sienne propre : il s'agit en effet d'agir vite.

B) AUX LICENCIÉS

DE SCIENCES NATURELLES
CANDIDATS A UNE DELEGATION D'A.E.

Les années précédentes les licenciés de Sciences Naturelles qui acceptaient d'enseigner les Mathématiques dans le 1^{er} cycle obtenaient plus facilement une D.M. d'A.E. (en mathématiques), les candidats licenciés en Mathématiques étant très rares.

Il est vraisemblable qu'il en sera de même cette année. Les intéressés m'alerteront par télégramme de leur candidature pour un poste A.E. spécialisé en Mathématiques.

C) CORRESPONDANCE A L'OCCASION

DES C.A.P.N. A.E.

1. — Avant ces C.A.P.N.
et pendant les C.A.P.N.

Jusqu'au 30 juin :

M. GUIEU, Représentant A.E.
S.G.E.N., 82, rue d'Hauteville, Paris (10^e)

2. — Du 1^{er} juillet au 10 juillet :

M. GUIEU, Lycée Mixte
de Noeux-les-Mines (P.-de-C.)

3. — Après cette date

S.G.E.N. - Mouvement A.E.
82, rue d'Hauteville - Paris (10^e)

Dans tous les cas : Rappel poste actuel, catégorie, Spécialité de la licence, adresse, et éventuellement l'objet des correspondances antérieures.

Joindre une enveloppe timbrée à votre adresse. Ne pas négliger d'affranchir convenablement votre envoi.

Etre clair et bref, mais précis.

Enfin n'omettez pas d'indiquer à votre établissement actuel, votre adresse de vacances et prenez vos dispositions pour que partout le courrier puisse vous parvenir.

D) DELEGATION

MINISTERIELLE D'A.E.

Je constate que les vœux de la plupart des candidats sont très limités, plus que lors des années précédentes.

Il faut pourtant que les intéressés comprennent que quelle que soit leur ancienneté par ailleurs, les postes laissés vacants à l'issue du mouvement des A.E. titulaires et A.E. stagiaires sont parmi les moins favorisés. De plus, ces postes sont « spéciali-

sés » : dans la mesure du possible, la C.A.P.N. tient compte de cette spécialisation, que du reste — soulignons-le en passant — le ministère ne précise pas lors de la publication des postes vacants.

Demandeur comme certains un seul poste, une ville de Faculté exclusivement, c'est presque à coup sûr de ne rien obtenir.

Or les candidats A.E. ont intérêt à être au plus vite titulaires, afin de pouvoir faire jouer leur ancienneté lors des mutations de titulaires et d'obtenir assez rapidement le poste convoité. Un A.E. titulaire qui n'a que 2 ou 3 ans d'ancienneté l'emportera toujours sur un candidat à une D.M. A.E. possédant 10 ans et plus d'ancienneté.

Bien qu'il soit trop tard en principe pour modifier des vœux officiels, les collègues candidats à une D.M.A.E. qui accepteraient d'ouvrir très largement leurs vœux peuvent essayer de le faire :

1) en s'adressant au ministère par télégramme sous cette forme :

Dupont Jeanne, M.A. lycée filles Dijon, candidate stagiarisation adjoint enseignement anglais, étend vœux académies Dijon, Besançon, Lyon.

(Adresse : Ministère Education nationale, direction du personnel, 2 degré, adjoints d'enseignement, 110, rue de Grenelle, Paris-7^e.)

2) Le double de ce télégramme me sera adressé de toute urgence avant le 24 juin, au S.G.E.N. Paris.

E) DEUXIEME MOUVEMENT

Il n'y a plus de deuxième mouvement à proprement parler. Mais il y aura vraisemblablement comme l'an dernier une C.A.P.N. dite de « rattrapage » pour :

- régler des cas délicats en suspens ;
- attribuer des D.M. d'A.E.

1) aux licenciés de juin 1962,

2) aux élèves des I.P.E.S. ayant échoué aux épreuves orales théoriques du C.A.P.E.S. 1962,

à la condition que les uns et les autres en aient formulé la demande par voie hiérarchique et aussi, par prudence, par voie directe dès qu'ils seront en état de le faire.

Tous ces candidats enverront une fiche de D.M.A.E. au S.G.E.N. Paris, portant la mention (en rouge) soit « licencié juin 1962 », « ipessien (échec Capes 1962) ».

F) REOUVERTURE DU DECRET

DU 7-11-1958

Un décret permettant l'intégration de licenciés d'enseignement dans la catégorie des certifiés — décret qui ne serait que la réouverture du décret du 7-11-1958 pour lequel le S.G.E.N. s'est battu sans relâche est actuellement soumis au Conseil d'État — il risque de sortir pendant les vacances prochaines, alors que tous les intéressés seront dispersés.

Nous conseillons à tous les collègues intéressés par ces mesures d'en informer le S.G.E.N. Paris en joignant deux enveloppes timbrées à leur adresse de vacances, dont une affranchie à 45 francs afin de recevoir la documentation utile à ce sujet. Ils indiqueront leurs différentes positions de vacances et prendront toutes mesures utiles pour que suive leur courrier.

GUIEU,

Lycée mixte
de Noeux-les-Mines (P.-de-C.).

PETITES ANNONCES CLASSÉES

« SYNDICALISME UNIVERSITAIRE » et le Cabinet COURTOT peuvent vous garantir trois réponses aux annonces domiciliées.

Toute annonce qui n'aura pas obtenu ce minimum sera réinsérée gratuitement, ou remboursée à l'annonceur.

Cette assurance doit vous inciter à alimenter cette rubrique.

Envoyez le texte de votre annonce au dos d'un virement postal adressé au Cabinet COURTOT, 9, rue de Clichy, Paris (9^e).

Tarif : la ligne, 2 NF plus taxes (9,29 %) (environ 40 lettres ou signes à la ligne).

Majoration pour domiciliation des annonces : 2 NF par annonce.

Délai d'impression : dix jours environ.

■ ETUDIANTE PARIS vend boîte à compas neuve « Arrow » précision n° 503. Ecrire Cabinet COURTOT, 9, rue de Clichy, Paris-9^e.

■ A LOUER BOULOGNE-SUR-MER 2 pièces meublées du 15-6 au 15-9. Ecrire Cabinet COURTOT.

■ INSTITUTEUR CEDERAIT souscription prix Nobel. Prix du volume : 29 NF. — Ecrire : Cabinet COURTOT qui transmettra.

■ LOUE CHAMBRE-CUISINE meublées, juin à octobre, VICHY. Ecrire Cabinet COURTOT, qui transmettra.

■ DIRECTEUR « S.U. » cherche pour sa fille, appartement à louer, Paris ; reprise raisonnable acceptée — Ecrire : Ch. CULOT, 36, rue Ballu, Paris (IX^e).

■ PROFESSEUR ECHANGERAIT vacances, appartement, 3 pièces, BOULOGNE-SUR-MER, contre appartement côte pyrénéenne ou sud-ouest. — Ecrire : Cabinet COURTOT qui transmettra.

■ INSTITUTEUR CHERCHE à louer août, 2 ch. + cuisine + cabinet de toilette. Côte d'Azur ou proximité. Ecrire Cabinet COURTOT, qui transmettra.

■ COLLEGE INSTITUTEUR cherche rentrée scolaire logement 3 pièces cuisine minimum confortable, LEVALLOIS-PERRET ou environs,

■ ECHANGE MAISON WEEK-END à 600 m. (Vosges), tout confort, pour séjour vacances, contre possibilité logement proximité mer. — Ecrire Cabinet COURTOT, 9, rue de Clichy, Paris (IX^e) qui transmettra.

■ MAISON 2 PIECES et salle d'eau près mer, 10 km Bastia (Corse). Libre, tout l'été. S'adresser PINOTEAU, 82, rue d'Hauteville, Paris (10^e).

■ INSTITUTRICE DE SEINE-ET-OISE permuterait département de l'Yonne. — Ecrire : Cabinet COURTOT qui transmettra.

■ COLLEGE VEND SIMCA Elysée 57 gris perle, bon état, 2 800 NF (possibilités de crédit). Téléphoner : REN. 05-43.

■ ENSEIGNANTE LOUERAIT région Alpes-Jura 25 km de Genève appartement meublé pour séjours en vacances. Excursions et natation aux environs. Convientrait pour ménage avec deux grands enfants. — Ecrire : Cabinet COURTOT.

■ A VENDRE, PROVENCE, 8 km. Avignon, gros bourg, grande maison 4 pièces libres, prix intéressant. — S'adresser JULY, professeur, NYONS (Drôme).

■ INSTITUTRICE TITULAIRE COTE-D'OR permuterait département Loire. — Ecrire Cabinet COURTOT.

■ PROFESSEUR VEND MAISON libre, bon état, 8 pièces, chauffage central, terrasse, centre ville, FONTENAY-LE-COMTE (Vendée), 30 000 Nouveaux Francs. — Ecrire CLERO, Lycée, PONS (Charente-Maritime).

■ LOUE JUILLET-AOUT villa, tout confort, jardin, BRIANÇON (H.-A.).

■ ECHANGE AOUT villa tout confort, jardin, BRIANÇON (H.-A.) contre possibilité logement côte sud-est

■ LOUE VACANCES D'ETE appartement trois pièces, confort moderne, village Doubs, 500 m. d'altitude, proximité frontière suisse.. Ecrire : Cabinet COURTOT, 9, rue de Clichy, PARIS (9^e), qui transmettra.

Réunion de la C. A. P. N. N° 1

La Commission nationale s'est réunie le 5 juin pour procéder au mouvement des chefs d'établissements et censeurs des lycées classiques et modernes et pour étudier l'avancement de ce personnel (période du 1^{er} mai au 15 septembre 1961).

Il reste à procéder aux mêmes opérations pour les catégories des surveillants généraux et des surveillantes générales (19 juin).

A la suite de ce premier mouvement, les collègues de la liste d'aptitude ont été déçus de n'avoir aucune proposition. En effet, les retours certains ou prévus des fonctionnaires d'Algérie limitent à l'extrême nos possibilités. Un mouvement complémentaire aura lieu au début de juillet. Mais je ne saurais trop recommander à nos camarades de ne pas se faire beaucoup d'illusions sur les chances de nomination. Je leur conseille surtout de ne pas choisir un poste « au sud de la Loire », à moins qu'il ne s'agisse de très petits établissements. Quelles que soient vos raisons de famille et de santé, dites-vous que tout lycée bien situé ou de quelque importance est demandé par un collègue déjà en fonction. Des vacances

intéressantes peuvent se découvrir impunément, dont un candidat profitera évidemment, et nous y veillerons, mais il s'agit là d'accidents heureux et non d'une règle. Je crois avoir averti tous nos collègues de leurs chances ou de leur situation. Je n'entrerai à nouveau en relation avec eux que si un poste peut leur être proposé.

Il est donc inutile d'écrire : vos affaires n'en seront pas plus avancées et vous alourdirez un courrier syndical déjà particulièrement chargé. Nos collègues voudront bien se souvenir que le courrier d'un délégué en C.A.P. est chaque année de plusieurs centaines de lettres. Je voudrais aussi que toute demande soit faite sur la fiche prévue à cet effet (exemplaires à demander au S.G.E.N., 82, rue d'Hauteville, ou aux secrétaires académiques, ou encore aux délégués en C.A.P. : Bouchez et Jacquenod). Joindre chaque fois une enveloppe timbrée.

LES SURVEILLANTS GENERAUX DELEGUES RECTORAUX

Je reviens sur la situation de cette catégorie.

Une circulaire du 16 avril recommandait aux recteurs de signaler les fonctionnaires qui avaient été délégués dans des fonctions de S.G. ou qui avaient assuré des intérim. Cette démarche n'a pas entraîné jusqu'ici la constitution d'une liste d'aptitude complémentaire aux fonctions de S.G. de C.E.T. De toute manière, il faut que les intéressés s'adressent à Micard (S.G. du C.E.T. de Libourne, Gironde) pour signaler leur candidature ; ils doivent aussi avoir fait en temps utile une demande par la voie hiérarchique — il est trop tard pour le faire maintenant. S'ils occupent un poste et qu'ils ne me l'aient pas encore fait savoir, il est souhaitable qu'ils m'en informent. J'essaierai de le leur conserver.

LE PERSONNEL DETACHE

C'est seulement le 16 juin que la C.A.P. a examiné leur cas. Certains collègues s'impatientsaient. Ordre du jour de la séance :

— Etablissement de la liste d'aptitude aux fonctions de chefs d'établissements, censeurs et surveillants généraux des lycées classiques et modernes en service détaché, les titularisations et

délégations au 1^{er} octobre 1961, et l'avancement du 1^{er} octobre 1960 au 1^{er} mai 1961.

COURRIER DE VACANCES

J'insiste pour qu'il soit réduit au minimum. Les cas urgents suffisent à occuper votre représentant. N'attendez pas trop impatiemment une réponse dans le courant du mois d'août. En effet, il se produit peu de modifications pendant cette période et peu de démarches sont alors possibles. Veuillez attendre le début de septembre. Il va de soi que si un poste intéressant est proposé à un collègue, nous ferons auprès de lui une démarche spontanée pour nous assurer de son acceptation, quelle que soit l'époque où l'occasion se présente.

Il me reste à souhaiter que l'on s'occupe bientôt des promotions de 1961-1962 et du classement des établissements en catégories, ainsi que des statuts en suspens (notamment celui des S.G. et des assistants d'éducation).

R. JACQUENOD,

Provisoire du Lycée Mixte d'Amiens

(Cité scolaire),

Délégué à la C.A.P. nationale n° 1.

M. I. S. E.

rée, comme nous l'avions craint ; et il se trouve des établissements où les M.I.-S.E. du S.N.E.S. n'ont pas osé faire la grève seuls.

C'est pour toutes ces raisons que les M.I.-S.E. du S.G.E.N. ont cherché à prendre contact avec le S.N.E.S. dès le 10 mai, date à laquelle ils ont appris par hasard que le S.N.E.S. envisageait une grève nationale. Il est à noter enfin que :

1° C'était au S.N.E.S. qui avait l'initiative de la grève de chercher à prendre contact avec le S.G.E.N. — du moins s'il tenait à une action commune ;

2° Le S.G.E.N. a jugé indispensable néanmoins de ne pas attendre des contacts venant du S.N.E.S., l'affaire étant très importante ;

3° La responsabilité de la division incombe donc sans équivoque au S.N.E.S. ;

4° La preuve est faite, par les résultats de la grève, de l'influence du S.G.E.N. Enseignement à ne pas ignorer

C. CHAUVET,

Secrétaire National M.I.-S.E.

Après la grève du S. N. E. S.

Avant la grève du S.N.E.S., nous n'avons fait qu'indiquer les raisons qui ont empêché le S.G.E.N. de se joindre à ce mouvement, et ceci pour ne pas gêner la grève du S.N.E.S.

Mais après coup, la section nationale S.G.E.N. des M.I.-S.E. est dans l'obligation de préciser, dans les colonnes de ce journal, tout ce que ses adhérents doivent savoir pour apprécier son attitude. Il est inutile de répéter ici dans quelles conditions le S.G.E.N. a essayé en vain de prendre contact avec le S.N.E.S. (cf. « S. U. », 6 juin). Mais il nous faut dénoncer avec vigueur que le S.N.E.S., devant les protestations de ses adhérents à la base et les demandes d'explication, a purement et simplement répondu qu'il avait cherché à prendre contact avec le S.G.E.N. et que celui-ci s'était esquivé. Et cette affirmation qui est un mensonge pur et simple — car nous nous sommes

assurés qu'aucun membre du B.N. n'avait été touché par cette initiative quelconque du S.N.E.S. Cette affirmation a été portée à la connaissance des M.I.-S.E. Les bras nous en tombent.

Nous reconnaissons au S.N.E.S. le droit de faire grève seul, le droit de refuser l'entrevue sollicitée, mais personne ne peut penser un seul instant qu'il ait le droit de proclamer une contre-vérité aussi flagrante.

C'est pourquoi j'ai envoyé, le 15 juin, une demande d'explications avec accusé de réception à Téroinard, secrétaire national S.N.E.S. des M.I.-S.E. J'ai, en outre, fait remarquer dans cette lettre que les M.I.-S.E., dans leur ensemble, s'expliquaient mal ces manœuvres, ces « querelles d'officines », alors qu'il apparaissait clairement à chacun que les revendications des syndicats pour la catégorie étaient très voisines. Et l'exprimais le souhait que l'avenir nous réserve

une activité plus fructueuse dans une collaboration éventuelle à laquelle le S.G.E.N. reste ouvert.

Je puis conclure en portant à la connaissance de nos adhérents quelques premiers résultats de la grève. Celle-ci a sans doute réussi en ce sens que l'ensemble des M.I.-S.E. du S.N.E.S. auront fait grève, dont un certain nombre par discipline syndicale. Mais ce que le S.G.E.N. avait craint s'est vérifié dans un certain nombre de cas — et je suis certain qu'une enquête plus vaste que nous faisons le confirmera — la grève n'a pas réussi en ce sens que la plupart des internats ont fonctionné. Et dans quelques grands établissements la grève a été nulle. Ceci était facile à prévoir parce que :

1° Le S.G.E.N. est tout de même majoritaire dans quelques académies ;

2° Si les deux syndicats avaient fait la grève conjointement, il est probable que les M.I.-S.E. non syndiqués eux-mêmes auraient fait la grève, à quelques exceptions près ;

3° La grève a été insuffisamment prépa-

SERVICE DE VACANCES DES M.I. - SE.

Les problèmes des services de vacances sont différents selon qu'il s'agit des petits congés ou des grandes vacances ; d'autre part, les textes officiels dissocient toujours maîtres d'internat et surveillants d'externat.

I. — PETITS CONGES

« Les « M.I. » sont chargés de la surveillance des élèves internes qui restent dans l'établissement pendant les petits congés de l'année scolaire. » (D. 11-5-1937, article 5).

A ce sujet, les textes officiels ne prévoient rien pour les « S.E. ». On peut donc conclure qu'aux petites vacances, seuls les « M.I. » sont chargés de la SURVEILLANCE DES INTERNES qui restent dans l'établissement, et doivent donc refuser tous « travaux annexes » (écritures, archives, bibliothèque, etc.) qui sont parfois « de rigueur » dans certains établissements.

II. — GRANDES VACANCES

1) DEBUT DES GRANDES VACANCES

« Les « M.I. » sont CHARGES DE LA SURVEILLANCE... DES ELEVES qui ont pu être autorisés à rester dans l'établissement pendant les grandes vacances, JUSQU'AUX EXAMENS ET CONCOURS DE FIN D'ANNEE. » (D. 11-5-37, art. 5).

(Nous interprétons : le service s'arrête au dernier jour d'écrit du baccalauréat au plus tard). Ici, comme plus haut, il ne s'agit que de surveillance D'ELEVES INTERNES.

2) FIN DES GRANDES VACANCES

« Les « M.I. » sont tenus, pendant la dernière quinzaine des grandes vacances, de participer, selon les besoins, au travail des écritures administratives. »

Une restriction cependant : « Les maîtres ne doivent être appelés à devancer la rentrée des premières internes que si l'établissement est dépourvu de secrétariat administratif ». (Note du 22-12-1947).

3) Les « S.E. » « peuvent être appelés à participer au travail de l'école 8 jours après la sortie et 8 jours avant la rentrée des grandes vacances ». (D. 27-10-1938, art. 4).

III. — CIRCULAIRE CAPELLE

Tout ce qui précède a été bouleversé par la circulaire du 8 mars 1962 (B.O. 213 Scol. 25/26, page 1025) intitulée : « Service de vacances du personnel de direction, D'EDUCATION et des services administratifs dans les établissements du 2^e degré relevant de la direction générale de l'O.P.S. »

Cette circulaire précise que « jusqu'au 5 juillet et à partir du 14 septembre, tout le personnel sera de service ». (Par « personnel » on entend ici, comme cela est dit plus haut, personnel de direction, D'EDUCATION et des services administratifs). La circulaire précise ensuite le nombre de personnes qui seront de service du 5 juillet au 14 septembre.

Et plus loin : Les chefs des établissements dans lesquels fonctionnera un centre de baccalauréat « seront tenus de demeurer à leur poste jusqu'à la clôture complète des opérations relatives au baccalauréat. Il leur appartiendra de proposer le maintien en fonctions des FONCTIONNAIRES dont la PRESENCE LEUR PARAÎT INDISPENSABLE. Les fonctionnaires seront désignés par décision rectoriale ».

Or, il semble bien que cette circulaire ne s'adresse pas aux « M.I. - S.E. », et cela pour plusieurs raisons :

a) Le but de la circulaire semble être d'assurer dans tous les établissements un service de PERMANENCE pendant les grandes vacances, de façon à permettre aux parents d'obtenir pendant ces vacances tous les renseignements qu'ils désirent. Cela ressort clairement de la lecture de cette circulaire. Or, jusqu'à présent, un tel service existait déjà partiellement, assuré par le personnel administratif. Les « M.I. - S.E. » n'ont jamais participé à ce service de permanence, MEME LORSQU'ILS ETAIENT DE SERVICE au début ou à la fin des grandes vacances.

b) Une démarche du S.G.E.N. auprès de M. Capelle, directeur général de l'Organisation et des Programmes scolaires, et relaté dans « S. U. » du 30 mai 1962, tranche de façon non équivoque ce problème. Ceci est confirmé par la lettre suivante :

Paris, le 27 mars 1962.

Monsieur le Secrétaire général,

« Vous avez bien voulu appeler mon attention, le 15 mars 1962, sur le décret du 27 octobre 1938, qui, en son article 4, stipule que les surveillants d'internat peuvent être conduits à participer au travail de l'école 8 jours après la sortie et 8 jours avant la rentrée des grandes vacances. »

« J'ai l'honneur de vous faire connaître que ce texte s'applique uniquement aux grandes vacances. »

« Veuillez agréer... »

Donc outre que les petites vacances (Noël et Pâques) ne peuvent être touchées, cette réponse du ministre prouve que la règle concernant les « M.I. » reste inchangée malgré la circulaire du 8 mars 1962.

MALICK,
A.E. Lycée mixte
Forbach (Moselle)

I. P. E. S. - C. P. R.

Défense des I. P. E. S. - C. P. R.

La lettre que le Bureau national I.P.E.S.-C.P.R. a adressée le 3 juin dernier aux organisations syndicales étudiantes et universitaires (voir S. U. n° 270 du 6 juin) est restée sans réponse.

Nous savons que l'U.N.E.F. est prête à nous appuyer dans notre action pour la défense des I.P.E.S. et des C.P.R., afin que la formation intellectuelle et pédagogique des élèves-professeurs et des stagiaires ne soit pas sacrifiée à la crise de recrutement des enseignants secondaires. La Fédération Nationale des Etudiants en Lettres de France a donné des directives en ce

sens aux amicales et associations qui la composent.

Nous déplorons le silence des dirigeants du S.N.E.S. et du S.N.E.T. et répétons notre désir de concevoir, préparer et effectuer en commun les actions nécessaires pour sauvegarder les I.P.E.S. et les C.P.R. Nous savons que c'est le désir des syndiqués du S.G.E.N. comme de ceux du S.N.E.S. et du S.N.E.T. et continuerons à agir dans cette direction.

Le Bureau national I.P.E.S.-C.P.R.

AVIS aux IPESSIENS

Les IpeSSIens, en cas d'échec aux épreuves orales théoriques d'entrée en C.P.R., ont la possibilité d'opter soit pour une délégation ministérielle d'A.E., soit pour une bourse d'études.

Les candidats malheureux, intéressés par une délégation ministérielle d'A.E., adresseront au S.G.E.N., Paris, une fiche syndicale dite de « Délégation ministérielle », en y portant la mention « IpeSSien échec 1962 », ou, à défaut, une lettre avec tous les renseignements utiles. Ils liront avec profit les chroniques A.E. parues dans « S.U. » n°s 269, 270, 271, ainsi que dans le présent numéro.

B. O. -

Partie Générale

I. — ORGANISATION GENERALE

Reconstitution des actes de l'état civil détruits dans les départements algériens par suite de sinistres ou d'actions terroristes.

Décret du 14-2-1962, R.M./F. n° 10, p. 775.

Prorogation du mandat des membres de la commission administrative paritaire compétente à l'égard du corps des fonctionnaires des services économiques.

Arrêté du 15-2-1962, R.M./F. n° 10, p. 785.

Désignation dans les académies de Nantes, Orléans et Reims, des services constructeurs, des ordonnateurs et des personnes responsables des marchés pour la réalisation des constructions scolaires, universitaires et sportives relevant du ministère de l'Education nationale

Arrêté du 10-2-1962, R.M./F. n° 10, p. 801.

II. — AVANTAGES SOCIAUX

a) PENSIONS CIVILES : Remboursement de la retenue de 8 % effectuée sur la majoration marocaine des traitements de fonctionnaires.

Loi du 9-11-1961, R.M./F. n° 10, p. 833.

b) SECURITE SOCIALE : 1. Régime de Sécurité sociale applicable dans les départements de la Guadeloupe, de la Guyane française, de la Martinique et de la Réunion.

Décret du 17-2-1962, R.M./F. n° 10, p. 837.

2. Taux et plafond de cotisation de Sécurité sociale des fonctionnaires et agents de l'Etat.

Circulaire du 17-2-1962, R.M./F. n° 10, page 839.

III. — ORGANISATION SCOLAIRE

Instruction générale concernant le service de documentation des établissements d'enseignement.

Circulaire du 10-2-62, R.M./F. n° 10, p. 793.

Reconstitution des inventaires du mobilier et du matériel dans les établissements d'enseignement classique et moderne.

Arrêté du 27-2-1962, R.M./F. n° 2, p. 843.

IV. — DIVERS

Dates des distributions des prix.

Circulaire du 21-2-62, R.M./F. n° 10, p. 856.

Enseignement élémentaire : à la discrétion des recteurs.

Centres de baccalauréat : dimanche 24 juin 62.

Autres établissements : jeudi 28 juin 1962.

Le personnel sera présent jusqu'au 5 juillet (sauf enseignement élémentaire)

Participation de l'enseignement public et de ses personnels au prochain recensement général de la population.

Circulaire du 22-2-62, R.M./F. n° 10, p. 857.

Ouverture d'un concours pour le recrutement d'adjoint des services économiques.

Arrêté du 22-2-1961, R.M./F. n° 10, p. 857.

AUDIENCES

ACTION REVENDICATIVE

par J. BROCARD

Dès la rentrée de Pâques, Brocard, responsable du secteur revendicatif, s'est préoccupé de l'organisation des audiences au cours desquelles seraient présentées aux diverses directions les positions prises par notre congrès national.

Nos camarades liront ci-dessous un bref rappel chronologique des audiences déjà obtenues ou prévues. Faut-il préciser que cela est complété par des discussions plus techniques au niveau des chefs de services, des bureaux, discussions qui font partie de l'action syndicale quotidienne.

15 mai : M. CROS, directeur de l'Administration générale

Mlle Pelabaye, Martinet et Lachaud exposent nos préoccupations relatives notamment aux statuts en cours d'élaboration et à certains textes d'application : agents de service, personnels de l'administration académique, maîtres auxiliaires, etc.

Le problème des secrétariats de lycée est aussi évoqué.

17 mai : M. LEBETTRE, directeur du Personnel

Brocard, Mousel, Pinoteau, Mlle Huicq, Martinet, Mlle Deslandres et Girard se proposent de présenter les principales motions du congrès. Malheureusement quelques minutes avant l'heure prévue, M. Lebettre, empêché, se fait excuser. La délégation se disperse.

Girard est reçu par M. Paoli à qui il expose les problèmes MI-SE pour lesquels il était spécialement venu à Paris.

Brocard s'entretient du sort des enseignants d'Algérie avec M. Auba, conseiller technique du ministre.

22 mai : M. LEBETTRE

Longue audience au cours de laquelle sont remises et commentées les principales motions du congrès.

Mutations, calendrier de l'année scolaire, heures supplémentaires, rapatriement d'Algérie, place des C.E.G.,

revendications indiciaires, zones de salaires constituent les principaux thèmes de discussion.

Nous insistons en fin d'audience pour que nous parviennent, après études par les services, des observations écrites suscitées par nos motions. La promesse nous en est faite.

29 mai : M. BIGNON, directeur du cabinet de M. de BROGLIE

(Secrétaire d'Etat chargé de la Fonction publique)

Brocard présente brièvement le S.G.E.N. et rappelle les revendications universitaires les plus urgentes : disparition des échelles II (normalisation des carrières à l'indice terminal des échelles II), suppression des abattements de zones de salaires, développement de l'action sociale, incidences des mesures prises pour les catégories C et D sur les carrières des cadres B et A, statut des divers personnels d'orientation scolaire et professionnelle, reclassement des bi-admissibles à l'agrégation, situation des instituteurs ruraux, etc.

La gravité et l'urgence de ces problèmes n'échappent pas au ministère de la Fonction publique qui s'emploie à convaincre la rue de Rivoli. Mlle Garrigoux (Bibliothèque nationale) et Waquet (Archives) soulignent les divers aspects de la crise de recrutement et suggèrent un certain nombre de mesures qui devraient permettre d'enrayer l'hémorragie.

6 juin : M. SUDREAU, ministre de l'Education Nationale

La délégation, conduite par Vignaux, secrétaire général, était composée :

— des responsables de secteurs (Natanson, problèmes socio-pédagogiques ; Brocard, action revendicative générale) ;

— et des secrétaires de degrés (Dupeyrat, enseignement supérieur ; Mlle Yon, chercheurs ; Mme de Mamantoff, personnels administratifs et techniques du C.N.R.S. ; Pinoteau, premier degré ; Julliard, second degré ; Mlle Huicq, lycées techniques ; Martinet, collèges techniques.

Mousel, secrétaire général adjoint, assistait également.

ment à l'audience. Aurés une rapide présentation du S.G.E.N. — qui devait permettre à Vignaux de rappeler notamment notre opposition à la loi Debré et notre refus de participer aux organismes restreints à la mettre en application — les différents responsables attirent l'attention du ministre sur les problèmes les plus urgents.

Une partie importante de l'audience est consacrée à l'enseignement supérieur et à la recherche (Vignaux, Dupeyrat, Mlle Yon, Mme de Mamantoff). Julliard traite ensuite du calendrier de l'année scolaire. Natanson souligne l'originalité des positions du S.G.E.N. sur les problèmes socio-pédagogiques. Brocard commente brièvement la plate-forme revendicative générale et souhaite qu'une nouvelle audience laisse dès que possible aux camarades du technique et du premier degré la possibilité d'exposer plus en détail les difficultés de leurs secteurs et les solutions préconisées par le syndicat.

Le ministre semble vouloir s'attaquer en priorité aux problèmes posés par les constructions. La revalorisation de la fonction enseignante le préoccupe aussi très vivement. Quant à la réforme, M. Sudreau est décidé à la poursuivre avec fermeté tout en tenant compte des possibilités matérielles.

9 juin : M. VOISIN, directeur de l'Organisation scolaire

Audience consacrée essentiellement aux C.E.G., notamment au statut des établissements. En présence de Mlle Huck (second degré) et Martinet (E.T.), Pinoteau indique les positions du S.G.E.N. Un échange de vues général a lieu à partir des orientations essentielles de l'avant-projet ministériel.

En fin d'audience Brocard attire l'attention sur la nécessité de repenser aussi le statut des maîtres.

**

Le S.G.E.N. doit être à nouveau reçu par M. Capelle, directeur général de l'Organisation des programmes scolaires ; rendez-vous est pris pour le 28 juin.

Nous souhaitons revoir, avant la fin du mois, M. Cros, directeur de l'Administration générale.

RELÈVEMENT DU TAUX DE CERTAINES INDEMNITÉS

1. PARTICIPATION A UN JURY D'EXAMEN OU DE CONCOURS

Un décret du 5 juin (« J.O. » du 7) modifie les taux fixés par le décret du 24 septembre 1960. Avec effet du 1^{er} janvier 1962, entrent en vigueur les taux suivants :

— CORRECTION D'EPREUVES ECRITES : INDEMNITE PAR COPIE

Concours ou examen	Taux n° 1	Taux n° 2	Taux n° 3
Groupe I	4,30	3	1,40
Groupe I bis	3	2,30	1,05
Groupe II	2,10	1,45	0,70
Groupe III	1,50	1,10	0,55
Groupe IV	0,90	0,55	0,41
Groupe V	0,50	0,40	0,27

— PARTICIPATION A L'ORAL : TAUX DE LA VACATION

Groupe I	65
Groupe I bis	46
Groupe II	32
Groupe III	22
Groupe IV	16
Groupe V	11

2. INDEMNITE DES CHEFS DES SERVICES ECONOMIQUES

Par décret du 5 juin 1962 et avec effet du 1^{er} janvier 1961, l'indemnité de gestion et de responsabilité est remplacée par une indemnité de gestion et une indemnité de caisse et de responsabilité.

L'indemnité de gestion dépend de l'indice pondéré ; un taux maximum annuel est fixé, selon cet indice :

Moins de 500 points	150 NF
De 501 à 1000 points	280 NF
De 1001 à 1500 points	410 NF
De 1501 à 2000 points	540 NF
De 2001 à 2500 points	670 NF
De 2501 à 3000 points	820 NF
Plus de 3000 points et E.N.S.	1000 NF

L'indemnité de caisse et de responsabilité dépend du total annuel des recettes de l'établissement.

ment, un taux maximum annuel est fixé, selon ce total :

Moins de 100.000 NF	150 NF
De 100.001 à 250.000	280 NF
De 250.001 à 400.000	410 NF
De 400.001 à 550.000	540 NF
De 550.001 à 700.000	670 NF
De 700.001 à un million	820 NF
Plus d'un million	1000 NF

3. INDEMNITE DE CHARGES ADMINISTRATIVES

Par décret du 5 juin 1962, sont relevés les taux définis par le décret du 1^{er} décembre 1960 :

— il est attribué aux recteurs une indemnité annuelle de 3.900 NF.

— l'indemnité allouée aux directeurs d'établissement d'enseignement supérieur est relevée de 20 % en moyenne ; pour un doyen de faculté des départements, elle devient 3.000 NF.

— Pour les inspecteurs d'académie, selon la classe, l'indemnité est fixée à 3.000 NF, 2.550 NF, 1.950 NF, 1.500 NF.

— Pour les chefs d'établissement agrégés, les directeurs d'E.N.E.T. ou d'école normale primaire, un taux maximum annuel est fixé en fonction de la catégorie de l'établissement :

1 ^{re} catégorie	1.650 NF
2 ^e catégorie	2.250 NF
3 ^e catégorie	2.850 NF

avec possibilité de majoration de 600 NF pour 25 chefs d'établissement chargés des établissements les plus importants en 3^e catégorie ;

si l'établissement ne comporte pas de censeur, l'indemnité « adjoint au chef d'établissement » peut être accordée à un surveillant général.

— Pour les directeurs de C.E.T., un taux annuel est fixé en fonction de la catégorie de l'établissement :

1 ^{re} catégorie	600 NF
2 ^e catégorie	750 NF
3 ^e catégorie	900 NF

avec possibilité de majoration de 300 NF pour 25 directeurs ou directrices chargés des collèges les plus importants en 3^e catégorie.

Effet du 1^{er} mai 1961.

B. O. - Partie Générale

I. — REMUNERATIONS

1^o Catégories C et D.

— Modification du décret n° 57-175 du 16-2-1957 relatif à l'organisation des carrières des fonctionnaires des catégories C et D.

(Décret du 26-5-1962, BORM/F n° 23, p. 2001.)

— Reclassement dans l'échelle ES1 des fonctionnaires classés dans l'ancienne échelle 4D.

(Arrêté du 26-5-1962, BORM/F n° 23, p. 2003.)

— Institution de différentes échelles de rémunération pour les catégories D et C des fonctionnaires d'Etat.

(Décret du 26-5-1962, BORM/F n° 23, p. 2005.)

— Echelonnement indiciaire des grades et emplois des catégories D et C.

(Arrêté du 26-5-1962, BORM/F n° 23, p. 2006.)

2^o Service de santé.

— Echelonnement indiciaire applicable à l'emploi d'adjoint du service de santé scolaire et universitaire.

(Arrêté du 18-5-1962, BORM/F n° 23, p. 2009.)

Lu au « J. O. »

du 26 Mai
au 8 Juin

DU 26 MAI

D. 22-5-1962 : Relèvement de l'indemnité des gardiens de musée.

DU 27 MAI

D. 26-5-1962 : Echelles de traitement des catégories C et D ;

A. 26-5-1962 : Echelles indiciaires. Se reporter à l'encart « Personnels non enseignants ».

A. 24-5-1962 : Relèvement du S.M.I.G. au 1^{er} juin.

3^o S. M. I. G.

— Relèvement du salaire minimum national interprofessionnel garanti. (Arrêté du 24-5-1962, BORM/F n° 23, p. 2011.)

II. — AVANTAGES SOCIAUX

1^o Prestations familiales.

— Modification du décret n° 46-2880 du 10-16-1946 portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 22-8-1946 fixant le régime des prestations familiales.

(Décret du 12-5-1962, BORM/F n° 23, p. 2015.)

2^o Accidents du travail.

— Constitution des dossiers d'allocation temporaire d'invalidité instituée par l'article 23 bis de l'Ord. n° 59-244 du 4-2-1959, complément à l'Instr. du 5-11-1961.

(Circulaire et Instruction du 23-5-1962, BORM/F n° 23, p. 2019.)

1. Traitements applicables à certains fonctionnaires relevant de la direction générale de l'organisation et des programmes scolaires.

Circulaire du 21-5-1962 « B.O.R.M.I.F. » n° 22, p. 1939.

Personnel d'orientation professionnelle et maîtres auxiliaires.

2. Taux des heures supplémentaires applicables aux maîtres auxiliaires aux 1^{er} mai 1961, 1^{er} juillet 1961, 1^{er} novembre 1961 et 1^{er} janvier 1962.

Circulaire du 21-5-1962 « B.O.R.M.I.F. » n° 22, p. 1945.

3. Prestations familiales et cartes de réduction sur les réseaux de la S.N.C.F.

Circulaire du 18-5-1962 « B.O.R.M.I.F. » n° 22, p. 1955.

DU 29 MAI

A. 6-5-1962 : Nombre de candidats à admettre aux concours de recrutement du second degré.

DU 31 MAI

O. 30-5-1962 : Situation des fonctionnaires des cadres de l'Etat en service en Algérie. D. 30-5-1962 : Statut des fonctionnaires du Centre national et des Centres régionaux des Œuvres scolaires et universitaires.

DU 3 JUIN

D. 23-5-1962 : Réforme des études et des examens en vue du doctorat de médecine. D. 26-5-1962 : Attributions du Conseil départemental de l'Enseignement primaire.

DU 7 JUIN

D. 5-6-1962 : Nouvelle rémunération pour la participation à un jury. D. 5-6-1962 : Indemnité de gestion et indemnité de caisse des chefs des services économiques.

D. 5-6-1962 : Relèvement des indemnités de charges administratives.

DU 8 JUIN

A. 14-5-1962 : Soins dispensés aux élèves dans les établissements d'enseignement.

S.G.E.N

C.F.T.C

Syndicalisme universitaire

ECOLE et EDUCATION

82, RUE D'HAUTEVILLE, PARIS (10^e) ■ Tél. PRO 92-37 ■ 26, RUE DE MONTHOLON, PARIS (9^e)

PERSONNEL NON ENSEIGNANT

LE NOUVEAU STATUT des CATÉGORIES C. et D.

Les nouvelles échelles

Avec effet du 1^{er} janvier 1962, les échelles de classement sont transformées. On parlera maintenant d'échelles E (exécution) qui constituent le cadre D, d'échelles ES (exécution spécialisée) et d'échelles ME (maîtrise d'exécution) qui constituent le cadre C.

L'échelle 1 D devient l'échelle E 1 ;
L'échelle 2 D devient l'échelle E 2 ;
L'échelle 3 D devient l'échelle E 3 ;
Les échelles 4 D et 1 C deviennent l'échelle ES 1 ;

L'échelle 2 C devient l'échelle ES 2 ;
L'échelle 3 C devient l'échelle ES 3 ;
L'échelle 4 C devient l'échelle ES 4 ;
L'échelle 5 C devient l'échelle ME 1 ;
L'échelle 6 C devient l'échelle ME 2 ;

Il est créé une nouvelle échelle nommée ME 3.

Sauf pour le passage de l'échelle 4 D à l'échelle ES 1 qui est soumis à des modalités particulières, le passage de l'ancienne échelle à la nouvelle échelle correspondante se fait avec conservation de l'échelon et de l'ancienneté d'échelon.

Les nouveaux indices

Ancienne échelle 1 D (agents de service des facultés) :

Ancien échelon	1	2	3	4	5	6	7	8
Ancien indice	100	135	145	155	165	170	175	180
Nouvel indice	100	140	150	160	165	170	175	180

Augmentation de 5 points aux 2^e, 3^e et 4^e échelons.

Ancienne échelle 2 D (appariteurs et garçons de labo des facultés, agents non spécialistes des établissements) :

Ancien échelon	1	2	3	4	5	6	7	8
Ancien indice	130	140	150	160	170	180	185	190
Nouvel indice	135	150	160	170	175	180	185	190

Augmentation aux cinq premiers échelons.

Ancienne échelle 3 D (agents spécialistes de 3^e catégorie et dactylos des établissements, agents de bureau des secrétariats d'inspection) :

Ancien échelon	1	2	3	4	5	6	7	8
Ancien indice	140	155	165	175	185	195	200	205
Nouvel indice	150	165	175	185	195	200	205	210

Augmentation de 5 ou 10 points selon les échelons.

Ancienne échelle 4 D (aides infirmières, aides de labo des établissements ou de faculté). Ici, changement du numéro de l'échelon :

Ancien échelon	1	2	3	4	5	6	7	8
Ancien indice	160	175	185	195	205	215	220	225
Nouvel échelon	3	3	4	5	6	8	9	10
Nouvel indice	185	185	195	205	215	225	230	235

Augmentation de 25 points au 1^{er} échelon, de dix points à tous les autres.

Ajoutons comment se fait le passage d'une échelle à l'autre :

ANCIEN CLASSEMENT		NOUVEAU CLASSEMENT	
Echelle 4 D		Echelle E S	
1 ^{er} échelon		3 ^e échelon	L'ancienneté d'échelon est conservée
2 ^e échelon		3 ^e échelon	augmentée d'un an
3 ^e échelon		4 ^e échelon	augmentée d'un an
4 ^e échelon		5 ^e échelon	augmentée de deux ans
5 ^e échelon		6 ^e échelon	augmentée de deux ans
6 ^e échelon		8 ^e échelon	conservée
7 ^e échelon		9 ^e échelon	conservée
8 ^e échelon		10 ^e échelon	conservée

Et indiquons enfin que le 7^e échelon de la nouvelle échelle ES 1 est à l'indice 220.

Ancienne échelle 2 C (agents spécialistes de 2^e catégorie, aides de labo spécialisés des établissements et des facultés, sténos des établissements et des inspections) :

Ancien échelon	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
Ancien indice	165	180	190	200	210	220	230	240	250	255
Nouvel indice	185	195	205	215	225	235	240	245	250	255

Augmentation pour les premiers échelons, mais pas pour les deux derniers.

Ancienne échelle 3 C (agents spécialistes de première catégorie, commis des secrétariats des établissements et des inspections) :

Ancien échelon	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
Ancien indice	165	180	195	210	225	240	255	265	275	285
Nouvel indice	195	210	225	235	245	255	265	275	280	285

Augmentation sensible aux premiers échelons, mais pas au sommet.

Ajoutons que les agents spécialistes première catégorie recrutés au dehors (chefs cuisiniers) débutent au 3^e échelon, indice 225.

Ancien échelon	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
Ancien indice	205	225	240	255	270	285	300	310	320	330
Nouvel indice	225	245	260	275	290	305	315	325	335	345

Augmentation de 15 ou 20 points selon l'échelon.

Ancien échelon	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
Ancien indice	205	225	245	265	285	305	320	335	350	365
Nouvel indice	230	250	270	285	300	315	330	345	355	365

Amélioration du traitement en fin de carrière

Le décret apporte l'innovation suivante :

Lorsqu'un agent arrive à l'un des deux échelons les plus élevés de son échelle, il peut, après inscription au tableau d'avancement, et sans quitter son grade, bénéficier d'un classement dans l'échelle immédiatement supérieure à la sienne et atteindre ensuite le sommet de cette échelle. Dans chaque grade, 25 % des agents peuvent bénéficier de cette mesure.

Prenons un exemple : Un agent spécialiste 2^e catégorie est rangé à l'échelle ES 2. Lorsqu'il arrive au 9^e échelon de son échelle (indice 250) il peut, s'il est inscrit à un tableau d'avancement, et sans changer de poste, être classé au 8^e échelon de l'échelle ES 3 (indice 275) avec conservation de son

ancienneté d'échelon ; il continue sa carrière dans cette échelle et y atteint le 9^e échelon (indice 280) puis le 10^e (indice 285). Si ce changement ne lui est accordé que lorsqu'il est au 10^e échelon de l'échelle ES 2 (indice 255), il est classé au 9^e échelon de l'échelle ES 3 avec maintien de l'ancienneté d'échelon dans la limite de quatre ans et atteint ensuite le 10^e échelon de cette échelle.

Cette mesure doit permettre à tout agent normalement noté, d'arriver à atteindre l'indice terminal de l'échelle immédiatement supérieure à celle où il exerce sa carrière.

Voici les possibilités qu'apporte le décret, sous réserve d'être inscrit à un tableau

Agents classés dans l'échelle E 1 (agents de service des Facultés)

- au 7^e échelon (indice 175) : passer au 6^e échelon de l'échelle E 2 (indice 180), puis au 7^e (185), puis au 8^e (190) ;
- au 8^e échelon (indice 180) : passer au 7^e échelon de l'échelle E 2 (indice 185), puis au 8^e (190).

Agents classés dans l'échelle E 2 (agents non spécialistes)

- au 7^e échelon (indice 185) : passer au 6^e échelon de l'échelle E 3 (indice 200), puis au 7^e (205), puis au 8^e (210) ;
- au 8^e échelon (indice 190) : passer au 7^e échelon de l'échelle E 3 (indice 205), puis au 8^e (210).

Agents classés dans l'échelle E 3 (spécialistes 3^e catégorie, agents de bureau)

- au 7^e échelon (indice 205) : passer au 8^e échelon de l'échelle ES 1 (indice 225), puis au 9^e (230), puis au 10^e (235) ;
- au 8^e échelon (indice 210) : passer au 9^e échelon de l'échelle ES 1 (indice 230), puis au 10^e (235).

Agents classés dans l'échelle ES 1 (aides infirmières, aides de labo)

- au 9^e échelon (indice 230) : passer au 8^e échelon de l'échelle ES 2 (indice 245), puis au 9^e (250), puis au 10^e (255) ;
- au 10^e échelon (indice 235) : passer au 9^e échelon de l'échelle ES 2 (indice 250), puis au 10^e (255).

Agents classés dans l'échelle ES 2 (spécialistes de 2^e catégorie, sténos)

- au 9^e échelon (indice 250) : passer au 8^e échelon de l'échelle ES 3 (indice 275), puis au 9^e (280), puis au 10^e (285) ;
- au 10^e échelon (indice 255) : passer au 9^e échelon de l'échelle ES 3 (indice 280), puis au 10^e (285).

Agents classés dans l'échelle ES 3 (spécialistes de 1^{re} catégorie, commis)

- au 9^e échelon (indice 280) : passer au 8^e échelon de l'échelle ES 4 (indice 310), puis au 9^e (315), puis au 10^e (320) ;
- au 10^e échelon (indice 285) : passer au 9^e échelon de l'échelle ES 4 (indice 315), puis au 10^e (320).

Agents classés dans l'échelle ME 1 (aides techniques de labo)

- au 9^e échelon (indice 335) : passer au 8^e échelon de l'échelle ME 2 (indice 345), puis au 9^e (355), puis au 10^e (365) ;
- au 10^e échelon (indice 345) : passer au 9^e échelon de l'échelle ME 2 (indice 355), puis au 10^e (365).

Agents classés dans l'échelle ME 2 (aides techniques principaux)

- au 9^e échelon (indice 355) : passer au 8^e échelon de l'échelle ME 3 (indice 365), puis au 9^e (375), puis au 10^e (385) ;
- au 10^e échelon (indice 365) : passer au 9^e échelon de l'échelle ME 3 (indice 375), puis au 10^e (385).

Comment va s'effectuer l'avancement des 25 % au grade supérieur

La situation va se présenter dans des conditions fort différentes suivant que le grade est un grade de début ou un grade de fin de carrière.

Prenons l'exemple du corps des personnels

	Aides techniques	Aides spécialisés	Aides de laboratoire
Dernier échelon	33	84	39
Avant-dernier échelon	28	55	14
Autres échelons	45	122	330
Total	106	261	383

Peuvent donc bénéficier de l'avancement en fin de carrière :

26 aides techniques, donc moins qu'il n'y a d'aides techniques au dernier échelon ;
65 aides spécialisés, donc moins qu'il n'y a d'aides spécialisés au dernier échelon ;
95 aides de labo, donc beaucoup plus qu'on ne trouve d'aides de labo aux deux derniers échelons réunis.
Donc, pour le moment, un aide de labo

de laboratoire des établissements du second degré et des écoles normales. Les agents sont recrutés comme aides de laboratoire. Ils peuvent devenir, au choix, aides de laboratoire spécialisés ou, après succès à un concours, aides techniques. Voici, pour ces trois grades, d'après le tableau de classement au 1^{er} janvier 1962, l'effectif des agents classés dans le dernier échelon, dans l'avant-dernier et dans l'ensemble des autres.

normalement noté doit, dès qu'il atteint l'avant-dernier échelon, bénéficier de l'avancement des 25 %. Par contre, chez les aides spécialisés et les aides techniques, il faudra attendre quelque temps dans le dernier échelon avant de bénéficier de cet avancement. Naturellement, devraient bénéficier de l'avancement, par priorité, les agents placés dans l'un des deux derniers échelons et près de la retraite.

Les traitements depuis le 1^{er} Janvier 1962

TABLEAU 1 : Traitement brut, indemnité dégressive, retenues, supplément familial

Indice	Trait. brut	Ind. spéc. dégress.	Retenue retraite	Retenue Sec. Soc.	Supplément familial		
					2 enf.	3 enf.	enf. supp.
100	260,16	28,87	15,61	7,22	21,18	53,05	31,87
135	338,25	28,27	20,29	9,17	22,70	57,11	34,40
140	348,58	26,25	20,91	9,37	22,92	57,69	34,76
150	366,83	21	22,01	9,69	23,36	58,85	35,49
160	385,08	15,75	23,10	10,02	23,79	60,01	36,21
165	392,83	13,12	23,57	10,14	24,01	60,58	36,57
170	403,25	10,50	24,19	10,34	24,23	61,17	36,94
175	411,08	7,87	24,66	10,47	24,44	61,75	37,30
180	418,83	5,25	25,13	10,60	24,66	62,32	37,66
185	426,66	2,62	25,60	10,73	24,88	62,90	38,02
190	437,08		26,22	10,92	25,09	63,48	38,39
195	447,50		26,85	11,18	25,31	64,06	38,75
200	457,91		27,47	11,44	25,53	64,64	39,11
205	468,33		28,10	11,70	25,74	65,22	39,47
210	478,66		28,72	11,96	25,96	65,80	39,83
215	491,75		29,50	12,29	26,18	66,38	40,20
220	502,08		30,12	12,55	26,40	66,96	40,56
225	512,50		30,75	12,81	26,61	67,54	40,92
230	522,91		31,37	13,07	26,83	68,12	41,28
235	533,33		32	13,33	27,05	68,70	41,64
240	543,75		32,62	13,59	27,27	69,28	42
245	556,75		33,40	13,91	27,48	69,85	42,37
250	567,16		34,03	14,17	27,70	70,44	42,73
255	577,58		34,65	14,43	27,92	71,01	43,09
260	588		35,28	14,70	28,13	71,59	43,45
265	598,41		35,90	14,96	28,35	72,17	43,81
270	608,75		36,52	15,21	28,57	72,75	44,18
275	621,83		37,31	15,54	28,79	73,33	44,54
280	632,16		37,93	15,80	29	73,91	44,90
285	642,58		38,55	16,06	29,22	74,49	45,26
290	653		39,18	16,32	29,44	75,07	45,63
295	663,41		39,80	16,58	29,66	75,65	45,99
300	673,83		40,43	16,84	29,87	76,23	46,35
305	684,25		41,05	17,10	30,20	77,10	46,89
310	697,25		41,83	17,43	30,53	77,97	47,44
315	707,66		42,46	17,69	30,85	78,84	47,98
320	718,08		43,08	17,95	31,18	79,70	48,52
325	731,08		43,86	18,27	31,50	80,57	49,06
330	741,50		44,49	18,53	31,83	81,45	49,61
335	751,91		45,11	18,79	32,15	82,31	50,15
345	775,33		46,52	19,38	32,81	84,05	51,24
350	785,66		47,14	19,64	33,13	84,92	51,78
355	798,75		47,92	19,96	33,46	85,79	52,33
365	819,50		49,17	20	34,11	87,52	53,41
375	842,91		50,57	20	34,76	89,26	54,50
385	866,33		51,98	20	35,41	91	55,58

TABLEAU 2 : Indemnité de résidence

Indice	Zone de salaires							
	0 %	2,22 %	3,11-3,56	4,45 %	5,33-5,78	6,66 %	7,56-8 %	
100	68,65	62,78	58,26	53,90	49,58	45,01	40,44	
135	84,27	76,84	71,14	65,61	60,12	54,38	48,64	
140	86,34	78,70	72,84	67,16	61,51	55,62	49,72	
150	89,99	81,98	75,86	69,77	63,89	57,77	51,64	
160	92,65	84,24	77,88	71,52	65,40	59,04	52,68	
165	93,64	85,11	78,65	72,20	65,97	59,51	53,06	
170	95,16	86,45	79,86	73,27	66,89	60,30	53,71	
175	96,17	87,32	80,64	73,95	67,47	60,78	54,10	
180	97,16	88,19	81,40	74,62	68,04	61,26	54,47	
185	98,17	89,06	82,18	75,30	68,62	61,74	54,86	
190	99,70	90,40	83,39	76,37	69,54	62,53	55,51	
195	101,22	91,75	84,60	77,45	70,47	63,32	56,17	
200	102,75	93,09	85,80	78,52	71,40	64,11	56,83	
205	104,27	94,43	87,01	79,59	72,32	64,90	57,48	
210	105,78	95,76	88,20	80,65	73,24	65,69	58,13	
215	107,84	97,58	89,85	82,12	74,53	66,80	59,07	
220	109,35	98,90	91,04	83,17	75,44	67,58	59,71	
225	110,87	100,25	92,25	84,25	76,37	68,37	60,37	
230	112,40	101,59	93,45	85,32	77,30	69,16	61,03	
235	113,92	102,93	94,66	86,39	78,22	69,95	61,68	
240	115,45	104,27	95,86	87,46	79,15	70,75	62,34	
245	117,49	106,08	97,50	88,92	80,43	71,85	63,27	
250	119,01	107,42	98,70	89,99	81,35	72,64	63,92	
255	120,54	108,76	99,91	91,06	82,28	73,43	64,58	
260	122,06	110,10	101,12	92,13	83,21	74,22	65,24	
265	123,59	111,44	102,32	93,20	84,14	75,01	65,89	
270	125,10	112,77	103,51	94,26	85,05	75,80	66,54	
275	127,15	114,59	105,16	95,73	86,34	76,91	67,48	
280	128,66	115,92	106,35	96,79	87,25	77,69	68,12	
285	130,19	117,26	107,56	97,86	88,18	78,48	68,78	
290	131,71	118,60	108,77	98,93	89,11	79,27	69,44	
295	133,24	119,94	109,97	100	90,04	80,06	70,09	
300	134,76	121,29	111,18	101,07	90,96	80,86	70,75	
305	136,85	123,16	112,90	102,63	92,37	82,11	71,84	
310	139,45	125,50	115,04	104,58	94,12	83,67	73,21	
315	141,53	127,38	116,76	106,15	95,53	84,92	74,30	
320	143,61	129,25	118,48	107,71	96,94	86,17	75,39	
325	146,21	131,59	120,62	109,66	98,69	87,73	76,76	
330	148,30	133,47	122,34	111,22	100,10	88,98	77,85	
335	150,38	135,34	124,06	112,78	101,50	90,23	78,95	
345	155,06	139,56	127,93	116,30	104,67	93,04	81,41	
350	157,13	141,42	129,63	117,85	106,06	94,28	82,49	
355	159,75	143,77	131,79	119,81	107,83	95,85	83,86	
365	163,90	147,51	135,21	122,92	110,63	98,34	86,04	
375	168,58	151,72	139,08	126,43	113,79	101,15	88,50	
385	173,26	155,94	142,94	129,95	116,95	103,96	90,96	

De nombreux agents changent d'indice avec effet du 1^{er} janvier 1962 et vont donc percevoir un rappel. Afin de leur permettre de vérifier leur nouveau traitement et leur rappel, voici les tableaux permettant de calculer les traitements pour tous les indices des catégories C et D.

Le traitement de l'agent titulaire s'obtient en ajoutant au traitement brut l'indemnité spéciale dégressive (aux bas indices) et en retranchant la retenue pour la retraite et la retenue pour la Sécurité sociale ; ajouter ensuite l'indemnité de résidence qui dépend de la zone de salaire. Ajouter ensuite, s'il y a lieu, le supplément familial, et les prestations familiales que perçoivent tous les salariés.

L'agent stagiaire fait le même calcul, mais sans retrancher de retenue pour la retraite.

L'agent auxiliaire additionne traitement brut, indemnité spéciale dégressive, indemnité de résidence, supplément familial s'il y a lieu, et retranche ensuite la retenue de 6 % pour la Sécurité sociale.

Chaque agent doit ajouter l'indemnité forfaitaire de 25 NF par mois.

On trouvera :

Au Tableau I, selon l'indice, le traitement brut, l'indemnité dégressive, les retenues pour la retraite, et la Sécurité sociale, le supplément familial (pour un enfant, quel que soit l'indice, c'est 6,88 NF) ;

au tableau II, selon l'indice et la zone de salaire, l'indemnité de résidence.

Indemnités au personnel de gardiennage

Par décret du 22 mai, l'indemnité annuelle attribuée aux personnels de gardiennage et de surveillance est portée aux taux suivants :

Direction des Musées de France

(Musées nationaux)

Gardiens : 260 N. F.

Brigadiers : 320 N. F.

Surveillants : 370 N. F.

Direction de l'Architecture

Gardiens des monuments historiques : 260 N. F.

Gardiens d'édifices et surveillants :

260 N. F.

Adjoints et brigadiers : 320 N. F.

Surveillants-chefs : 370 N. F.

Ces taux de 260, 320, 370 N. F., valables à partir du 1^{er} janvier 1962, remplacent respectivement les taux de 200, 240, 280 N. F. fixés en décembre 1957.

RELEVEMENT DU S. M. I. G.

Par arrêté du 24 mai, le S. M. I. G. est relevé de 2,45 %, avec effet du 1^{er} juin 1962. En voici le nouveau taux horaire selon la zone d'abattement de salaire :

0 %	1,7280	5,33 %	1,6360
0,44 %	1,7205	5,78 %	1,6280
2,22 %	1,6895	6,67 %	1,6125
3,11 %	1,6745	7,56 %	1,5975
3,56 %	1,6665	8 %	1,5900
4,44 %	1,6515		

INFORMATIONS SYNDICALES

Fonctionnement de la caisse de grève

La caisse de grève du S.G.E.N. fonctionne dans les conditions suivantes :

— elle accorde 5 NF par jour de grève au syndiqué d'indice brut inférieur à 210.

— le syndiqué doit être à jour de ses cotisations :

+ il doit être inscrit au syndicat depuis au moins six mois ;

+ il ne doit pas avoir plus de six mois de retard de cotisation.

— la grève doit avoir été ordonnée par le S.G.E.N. à l'échelon national ou académique pour donner lieu à versement.

Compte tenu des récentes modifications d'indices, sont concernés par la caisse de grève, parmi les personnels agents et A.A. :

— les auxiliaires de service et les auxiliaires de bureau,

— tous les agents non spécialistes.

— les spécialistes 3^e catégorie, dactylos et agents de bureau des 7 premiers échelons,

— les aides de labo et aides infirmières des 5 premiers échelons,

— les spécialistes 2^e catégorie et les sténos des 3 premiers échelons,

— les spécialistes 1^{re} catégorie et les commis au premier échelon.

Les syndiqués du S.N.C.E.T. sont intégrés au S.G.E.N. à la date de la prochaine rentrée scolaire.

Donc, à partir de cette date, la caisse de grève fonctionne pour eux dans les conditions qui précèdent.

La grève faite, le secrétaire de section d'établissement établit la liste des syndiqués grévistes (nom, grade, échelon, nombre de jours de grève de chacun) et l'envoie au trésorier académique pour règlement. Il en reçoit les fonds qu'il distribue aux grévistes.

Fonctionnement des sections agents et secrétariat

à partir du 15 Septembre

A partir de la rentrée prochaine,

— les agents et les personnels A.A., comme tous les autres syndiqués, feront parvenir leurs bulletins d'adhésion au S.G.E.N., 82, rue d'Hauteville, Paris-10^e, pour inscription au fichier assurant le service de « Syndicalisme Universitaire » ;

— les agents et les personnels A.A., comme tous les autres syndiqués, feront parvenir leur cotisation au trésorier régional qui leur servira

la carte confédérale.

Soumettre au secrétaire administratif Gouyon, 47, avenue Suzanne, La Madeleine (Nord)

— toute question individuelle,

— toute question concernant le statut,

— toute suggestion concernant le supplément « personnel non enseignant ». Ne plus lui envoyer ni bulletins d'adhésion ni cotisations, il ne pourrait que transmettre.